

Département territoires,  
environnement et acteurs  
Cirad-tera

## **LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE**

### **AU NORD CAMEROUN**

**Rapport de mission  
(Garoua du 1 - 9 mai 1999)**

**Geneviève Nguyen  
CIRAD-TERA/AF N° 40/99  
Juin 1999**



## **SOMMAIRE**

### **Introduction : Les objectifs de la mission**

#### **I. Pourquoi s'intéresser au financement de l'agriculture dans les Provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun**

1.1. Un constat : l'avenir incertain des économies familiales rurales face à la privatisation de la Sodécoton

1.2. Les enjeux de recherche et de développement

#### **II. Perspectives de collaboration en matière de recherche-développement sur le financement de l'agriculture**

2.1. Initiation d'une action de recherche sur le financement des activités agricoles et du secteur de l'agro-équipement en partenariat avec le PRASAC, l'IRAD, et l'Université de Ngaoundéré

2.2. Le projet d'ATP sur la traction animale

#### **III. Les suites à la mission**

## **ANNEXES**

Annexe 1. Calendrier de la mission

Annexe 2. Projet de DEA de Christine Kénikou

Annexe 3. L'exposé "Les institutions de microfinance en zone rurale : conditions d'émergence et bilan de 10 ans d'expérience en Afrique de l'Ouest"

Annexe 4. La déclaration d'intention pour l'ATP sur la traction animale

## **INTRODUCTION : Les objectifs de la mission**

Une mission d'appui à l'équipe CIRAD basée à Garoua, Eric Vall (EMVT) et Michel Havard (TERA), s'est déroulée du 1er au 9 mai 1999.

Cette mission s'inscrit dans le cadre d'une collaboration entre le programme Agricultures Familiales du TERA et l'EMVT, sur la problématique du développement de la traction animale dans un contexte de désengagement de l'Etat, et plus spécifiquement, sur le financement de l'agriculture et des secteurs de l'agro-équipement. Un projet d'ATP, intitulé "la traction animale en Afrique de l'Ouest et Centrale face au désengagement des Etats : quelles recherches et quelles coordinations entre acteurs pour soutenir son développement", a été ainsi soumis en 1998. Ce projet a été jugé satisfaisant mais n'a pas été accepté en l'état. Des critiques ont surtout porté sur les aspects méthodologiques et de partenariat, qui demandent à être approfondis et renforcés.

La mission d'appui demandée à AF avait donc pour objectifs de :

(1) mettre en place un stage de DEA sur le problème du financement de l'agriculture dans les Provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun. Ce stage est ciblé sur la personne de Christine Kénikou, économiste à l'IRAD/PRASAC et actuellement inscrite en DEA à l'Université de Ngaoundéré. Il s'agissait principalement de réfléchir avec C. Kénikou à la formulation de la problématique et la méthodologie de son stage (hypothèses de travail concernant le diagnostic du financement à l'agriculture, méthodologies d'enquête et de traitement des résultats). L'équipe DSFR du CIRAD-TERA dispose aujourd'hui d'un protocole d'enquête, qui a été testé sur plusieurs terrains dans le cadre de l'ATP Financement de l'agriculture. L'essentiel du travail consistait donc à expliquer à l'équipe en place les principes du protocole d'enquête, à tester les questionnaires pour les adapter au contexte locale, et à discuter avec l'équipe d'une part de la mise en place de la collecte et du traitement des données, et d'autre part, de l'encadrement de C. Kénikou.

(2) rencontrer Pr. Kombou, doyen du département des sciences économiques et de gestion de l'Université de Ngaoundéré, pour discuter d'un cadre de collaboration entre le CIRAD et l'Université.

(3) revoir avec l'équipe de Garoua le projet d'ATP afin de le soumettre à nouveau.

(4) faire une présentation, dans le cadre de l'animation scientifique du PRASAC, sur le thème du développement de systèmes financiers ruraux et du financement à l'agriculture.

## **I. Pourquoi s'intéresser au financement de l'agriculture dans les Provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun ?**

### **1.1. Un constat : l'avenir incertain des économies familiales rurales face à la privatisation de la Sodécoton**

L'économie des deux provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun est basée essentiellement sur la culture de céréales (maïs surtout) pour l'autoconsommation, la culture de rente du coton, et l'élevage (utilisé comme épargne, pour l'embouche ou encore la traction). Depuis l'Indépendance, la filière coton est fortement encadrée par l'Etat au travers de la Sodécoton, qui fournit crédits et services d'appui (vulgarisation de paquets techniques, collecte et commercialisation de la récolte). Des discussions avec des agriculteurs, du personnel de la Sodécoton, et des représentants des banques et de systèmes de microfinancement (Coopec, Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées, Mutuelles



Communautaires de Croissances), montrent la très forte dépendance des économies familiales et de leur environnement vis-à-vis de la culture du coton, et donc inévitablement de la Sodécoton. Dans le contexte actuel de désengagement de l'Etat camerounais, ce dernier lien de dépendance apparaît comme un facteur important de fragilisation des économies familiales.

**Encadré 1. Enquête auprès d'un chef de ménage dans le village de Mafa Kilda**

*Mr. X est originaire de Maroua. Il est venu s'installer au village de Mafa Kilda en 1984, après que son oncle lui ait fait don d'une petite parcelle de terre, qui lui a donné une bonne récolte d'arachide. Il est aujourd'hui chef d'une famille de 8 personnes, dont sa femme, 4 enfants, et 3 dépendants. Sa famille compte au moment de l'enquête 4 actifs, qui pratiquent essentiellement des activités agricoles. Mr. X cultive du coton sur environ 2,5 ha, du maïs sur environ 6 ha, et un peu de niébé et d'arachide. Seule la première parcelle de terre lui a été donnée, sinon toutes les autres ont été achetées au fur et à mesure à partir de l'argent de la vente de sa production de coton et de maïs. Il arrive ainsi à acheter chaque année un peu de terre, et a aussi réussi à constituer un troupeau de 10 boeufs (dont 3 pour la traction) et de 12 caprins, à partir des revenus agricoles; ce qui lui fait dire que ses activités agricoles sont plutôt rentables. Il cherche actuellement à agrandir la surface cultivée, puis quand il ne trouvera plus de parcelles à acheter dans les environs proches, il intensifiera ses cultures.*

*Au mois de juin de la campagne agricole précédente, il a dépensé pour 409 500 Fcfa d'engrais minéral pour le maïs. L'argent provenait de la vente d'un stock de maïs de la récolte précédente et du paiement du coton reçu de la Sodécoton le même mois. Il a aussi pris un crédit intrant vivrier d'un montant de 34 500 Fcfa auprès de la Sodécoton. A ce crédit, il faut rajouter deux autres : un forfait coton d'un montant de 284 000 Fcfa, dont le remboursement a été prélevé directement à la base au moment du paiement du coton. A côté des crédits intrants que Mr. X prend chaque année auprès de la Sodécoton, il lui est arrivé d'avoir recours à des crédits pour l'équipement en matériel agricole : d'abord deux il y a 4 ans, d'un montant de 95 000 Fcfa et de 32 000 Fcfa, remboursés en 3 échéances sur 3 ans pour l'achat d'une charrue mobile et d'un corps sarclleur auprès de la Sodécoton; puis un cette année pour acheter un corps butteur auprès de la Sodécoton, en remplacement d'un corps butteur de mauvaise qualité qu'il avait acheté à partir de l'argent de son coton, il y a 2 ans, pour 10 000 Fcfa auprès d'un artisan villageois. Il dispose aussi d'autres équipements, une charrue mobile de 3 ans d'une valeur de 24 000 Fcfa, un pousse de 6 ans d'une valeur de 25 000 Fcfa, et une charrette bovine de 4 ans d'une valeur de 160 000 Fcfa. Ces derniers ont tous été acquis à partir de l'argent des activités agricoles, les deux premiers étant fabriqués artisanalement, et le dernier acheté d'occasion auprès d'un villageois qui l'avait vendu pour rembourser le crédit Sodécoton. Mr. X reconnaît que le matériel fabriqué par les artisans sont moins chers que ceux fournis par la Sodécoton à crédit, mais cependant de moins bonne qualité. Le problème avec l'acquisition de l'équipement via la Sodécoton est d'être en mesure de dégager suffisamment d'argent pour rembourser des échéances élevées, la durée du crédit étant relativement court, sinon l'emprunteur est obligé de revendre le matériel à crédit sur la place du village à bas prix. Cette situation arrive malheureusement assez fréquemment. Le matériel acquis par Mr. X lui a permis d'augmenter les surfaces cultivées et de libérer de la main-d'oeuvre familiale pour d'autres activités domestiques. Il prête aussi son matériel à des voisins en échange d'une aide sur ses champs.*

*Mr. X n'exerce pas d'autres activités pendant la saison sèche si ce n'est la culture d'un champ de bas fonds, sur lequel il plante de la canne et du tarot et qui lui a rapporté, l'an passé, un revenu 402 500 Fcfa, utilisé pour construire une maison pour son frère. Sa production annuelle de maïs suffit généralement pour couvrir les besoins alimentaires de sa famille. Mais lorsqu'il y a des dépenses imprévues, il doit vendre une partie de son stock de maïs. La récolte 1998 lui a effectivement rapporté 320 000 Fcfa pour le coton utilisés pour des dépenses au moment des fêtes et l'achat de produits vétérinaires; 287 Kg de maïs sur lesquels une partie a été prélevée et vendue pour assurer les dépenses d'habillement, des fêtes, et de voyage; 5 sacs de grains de niébé vendus pour aider sa belle famille et constituer une épargne, et 16 sacs d'arachides décortiqués vendus pour acheter un boeuf et améliorer son habitation. Il n'a pas d'autres dettes si ce n'est les crédits de la Sodécoton. Il a entendu parler de la nouvelle coopérative d'épargne et de crédit du village voisin. Actuellement, il participe aux réunions de sensibilisation et envisage de devenir membre. Mais il reconnaît que les villageois sont prudents car il y a eu une expérience malheureuse dans le passé avec le premier projet de crédit du FIMAC.*

La pratique d'activités non-agricoles en saison sèche est peu répandue et la vente des produits agricoles autres que le coton limitée en raison de leur importance pour l'autoconsommation ou des faibles surfaces cultivées. Par conséquent, la vente de la production de coton par la Sodécoton représente la principale entrée d'argent dans l'année, pour les ménages ruraux, pour financer les nombreuses dépenses de consommation et de production. Mais malgré la part importante de revenu du coton dans les budgets familiaux, les besoins de financement restent importants. Le paiement de la récolte par la Sodécoton, qui s'échelonne entre janvier et juin, n'arrive pas toujours en temps voulu pour permettre une gestion raisonnée de la trésorerie familiale. Les ménages sont obligés de se défaire d'une partie des stocks de céréales destinés à l'autoconsommation. De plus, en raison de la rareté des possibilités d'épargne sûres, l'argent du coton est généralement vite englouti dans les dépenses "sociales" (fêtes, habillement, ...).

**Encadré 2. Extrait d'un article de la Voix du Paysan (avril 1999), mensuel d'information, de formation, et de débat sur le monde rural**

*Conseils pour une bonne gestion des récoltes ...*

*"(...) Au moment des récoltes, les gens ont besoin de l'argent pour certains besoins élémentaires. Quelques fois, il y a les fêtes de fin d'année qui approchent, on veut préparer ces fêtes, il y a également la rentrée scolaire et il faut équiper les enfants. Et comme la vente du coton n'est pas encore prête, les paysans, n'ayant pas d'autres ressources, préfèrent vendre leurs récoltes mais à bas prix. (...) A ce moment, le commerçant achète le kilo à 50 ou 75 Fcfa. Plus tard au moment de la soudure, le même commerçant revendra le même kilo à 200 voire 300 Fcfa. Il y a aussi les usuriers qui font des prêts d'argent aux paysans au moment du semis. Généralement à cette période, la grande partie des paysans n'ont pas d'argent pour entreprendre eux-mêmes les travaux champêtres. Alors, les usuriers proposent eux-mêmes leurs services aux producteurs avec des pourcentages qui varient entre 30 et 40%. Cependant, ils préfèrent se faire rembourser en nature c'est-à-dire avec le mil."*

**Encadré 3. Exemple d'une demande de crédit déposée auprès de la Coopérative d'Epargne et de Crédit de Lagdo**

- Montant du crédit demandé = 90 000 Fcfa
- Objet de financement = travaux champêtre sur 1,25 ha de maïs (dont 25 000 Fcfa pour le labour, 15 000 Fcfa pour le sarclage, 12 500 Fcfa pour le buttage, 15 000 Fcfa pour la récolte, et 15 000 Fcfa pour le transport.)
- Garanties apportées = garantie matérielle (24 000 Fcfa d'épargne et une charrue d'une valeur de 65 000 Fcfa)

Le financement de la campagne agricole (achat d'engrais, de pesticides, et de produits vétérinaires, et location de main-d'oeuvre agricole), comme l'acquisition d'équipements agricoles (charrue, charrette bovine, ...), pose souvent problème. Il ne peut généralement se faire qu'au travers des crédits octroyés par la Sodécoton, qui reste actuellement la principale, voire l'unique source de financement pour les producteurs. Les demandes de crédits enregistrées par la Sodécoton connaissent une augmentation continue. L'organisme a ainsi octroyé 12 milliards de Fcfa de crédits en 1997-98 contre seulement 5 milliards en 1994-95. Il est important de souligner que les risques pris par l'organisme d'encadrement est minimum, compte-tenu du degré d'encadrement de la production de coton et du système de remboursement des crédits, qui consiste à prélever à la base du paiement du coton le montant dû. Mais la Sodécoton tend à restreindre ses crédits à la production de coton (des crédits intrants vivriers sont accordés mais sous condition et souvent trop tard, passage probable à la vente directe des engrais pour le vivier) et sur le court terme (réduction de la durée du crédit à l'équipement à 2 ans). Or de plus en plus, la culture du coton est fortement concurrencée sur le plan de la main-d'oeuvre et des intrants par la culture du vivrier, en raison de la demande alimentaire croissante et corrolairement des marges bénéficiaires plus intéressantes sur le vivrier (à condition que le producteur dispose de moyens pour jouer sur les stocks). Ainsi, même si la

stratégie d'intensification des cultures vivrières et maraîchères (oignons) adoptée par les producteurs est parfaitement rationnelle, elle reste néanmoins dépendante de la culture du coton, puisque cette dernière conditionne l'accès aux crédits Sodécoton. Des constats sont ainsi faits de nombreux détournements des intrants destinés au coton sur le vivrier et autres cultures maraîchères, entraînant une diminution des rendements du coton (en plus de celle provoquée par une baisse de la fertilité des sols) et donc une diminution de la rentabilité de cette culture.

Les banques existantes concentrent, quant à elles, leurs activités aux zones urbaines et ont clairement exprimé leur réticence à étendre leurs activités au monde rural : "c'est un métier pour lequel nous ne disposons pas de compétences et nous attendons de voir les résultats des projets de microfinancement qui opèrent dans le zones rurales." Enfin, les systèmes de microfinancement semi-formels (plutôt récents) comme informels ont des activités relativement limitées (plafonnement des crédits à 25 000 / 30 000 FCFA destinés essentiellement au financement d'activités génératrices de revenus ou de la campagne agricole), par manque de ressources financières et humaines pour offrir et gérer des crédits de montants plus élevés et plus risqués.

Le Cameroun étant soumis à un programme d'ajustement structurel et la rentabilité de la culture du coton diminuant année après année, l'avenir de la Sodécoton est aujourd'hui remis en cause. Dans un tel contexte, de nombreuses questions demeurent quant aux conséquences d'un désengagement trop brutal d'un Etat, qui a été jusqu'à présent fortement impliqué dans le fonctionnement de l'économie.

#### **Encadré 4. L'offre de crédits**

##### **SECTEUR INFORMEL**

D'après une étude réalisée par l'ADAF pour la mise en place d'un système de microfinancement dans le Nord Cameroun (ADAF, 1998), le secteur informel est peu développé. Il est réduit à des prêts au sein de réseaux de parenté et à des prêts accordés par des "usuriers" à des taux difficiles à chiffrer de par la nature même du contrat (un emprunteur rembourse 15 000 Fcfa pour un prêt de 10 000 Fcfa quelque soit la durée de l'emprunt). Des tontines de femmes existent, mais ont été mises en place sous l'impulsion d'ONG et d'autres organismes gouvernementaux de développement.

##### **SECTEUR SEMI-FORMEL**

###### **FIMAC (programme de Financement de Micro-réalisations Agricoles et Communautaires)**

L'objectif principal du programme FIMAC, financé par la Banque Mondiale, est d'apporter un appui financier aux producteurs pour les aider à augmenter leur production agricole et donc leur niveau de revenu. Le premier volet du programme FIMAC, qui a débuté en 1990, accordait uniquement des crédits moyen terme à des groupements de producteurs, composés de 3 à 20 personnes. Ces crédits étaient destinés à l'acquisition d'équipement agricole (charrue, moulin, charrettes, motopompes, etc.) ou de l'infrastructure nécessaire (clôture, etc.). Ils étaient accordés à un taux nul via des structures d'encadrement. Le programme a très vite connu des difficultés de remboursement lié à l'inadaptation du système. Le taux mauvais de remboursement, tombé dans certaines zones à moins de 30%, a amené la Banque Mondiale à mettre fin au premier volet, et a démarré en 1997, avec l'accord du Ministère de l'agriculture (devenu propriétaire des fonds FIMAC) et l'aide des Coopératives d'Epargne et de Crédit, une deuxième génération de crédits financés à partir des fonds restants des crédits de première génération et immobilisés dans les banques. Le programme FIMAC va mettre à disposition de Coopec (déjà existants ou à constituer avec l'aide du réseau des Coopec au Cameroun, le CAMCCUL) des fonds destinés au financement de crédits dits productifs (uniquement pour des investissements dans l'équipement ou l'infrastructure agricole), destinés aux groupes de producteurs constitués par le programme lors de son premier volet de crédits. C'est donc via les Coopec que vont désormais transiter les fonds FIMAC, sans que celles-ci aient véritablement le contrôle de ces fonds. Les crédits productifs coexisteront avec les crédits classiquement accordés par les Coopec au taux de 1,5% par mois. La seule différence réside dans les modalités d'accès : l'emprunteur pourra recevoir jusqu'à 2 fois le montant de son épargne sous couvert d'une caution solidaire, et jusqu'à 5 fois son épargne s'il dispose d'une garantie matérielle suffisante.

###### **COOPEC (Coopérative d'Epargne et de Crédit)**

Les Coopec ont été initiées, dans le nord du Cameroun, vers 1997 par une ONG canadienne, l'OCSO. Il est important de noter qu'il existe, au Cameroun, une loi donnant un statut juridique aux institutions de type coopératif ("un homme, une voix"). Les COOPEC sont organisées au sein d'un réseau, le CAMCCUL, qui elle-même fait partie du réseau mondial, WOCCU, et dont la principale mission est de promouvoir le développement des COOPEC. Il existe actuellement une vingtaine de COOPEC, qui fonctionnent toutes sur le même principe : collecte de l'épargne des membres à partir de laquelle sont accordés des crédits à un taux de 1,5% par mois, au pro-rata du montant de l'épargne; et autogestion par un bureau élu de membres bénévoles. Par exemple, la COOPEC de Lagdo a été créée en mai 1998. Elle compte au moment de la mission 112 membres dont 13 groupes et 6 femmes. Les membres bénévoles gérant la COOPEC soulignent la méfiance des villageois face au système du fait de l'échec des expériences passées, et en particulier de celle des crédits FIMAC de première génération. La COOPEC de Lagdo enregistre surtout des demandes de crédits pour financer la campagne agricole (achat d'intrants et location de main-d'œuvre), et peu de demandes de crédits d'équipement, bien qu'elle dispose d'un fonds alloués par le programme FIMAC pour ce genre de crédits. Les membres seraient peu intéressés par les crédits dits productifs proposés par le programme FIMAC (durée trop courte et nécessité d'une garantie matérielle).

(Suite de l'encadré à la page suivante ...)

*(Suite de l'encadré 4)*

***CVECA (Caisses Villageoises d'Epargne et de Crédit Autogérées)***

*Des CVECA ont été mises en place depuis 1995, dans le cadre du Projet Pilote de Crédit Rural Décentralisé, dont le maître d'ouvrage est le Ministère de l'agriculture, l'opérateur de terrain une ONG locale, les organismes de financement l'AFD et la Communauté Européenne, et l'assistance technique le CIDR. Les CVECA reposent sur une approche originale élaborée par l'ONG française, le CIDR : autogestion par un bureau de membres élus par les villageois, décisions concernant les crédits et services d'épargne prises lors d'assemblées générales villageoises, et octroi de crédits indépendamment de l'épargne collectée. Pour avoir accès aux crédits, il suffit d'être membre de la caisse et de présenter une garantie matérielle (tout objet ayant une certaine valeur est accepté). Par exemple, le réseau des CVECA de Mayo-Louti a été mis en place en janvier 1997. Il compte au 31 mars 1999, 12 caisses totalisant 2741 membres, dont 39% de femmes. Les caisses ont attribué 2268 crédits pour un montant de 59 millions de Fcfa, à partir des 32 millions de Fcfa d'épargne collectée au niveau des dépôts à terme et des plans d'épargne (les caisses offrent aussi un service de dépôts à vue, qui totalisent 38 millions de Fcfa), et d'une ligne de refinancement obtenue auprès d'une banque commerciale, la BICEC. Ces crédits, octroyés à un taux de 20 à 40% selon les caisses, financent essentiellement la campagne agricole et des activités de commercialisation. Les CVECA enregistrent une forte demande pour des crédits d'équipement, mais ne sont actuellement pas en mesure de les satisfaire (attitude prudente suite à l'échec des crédits FIMAC de première génération, absence d'épargne à moyen terme, réticence de la BICEC à accorder une ligne de crédits à moyen terme). Le taux de remboursement des crédits des CVECA, de 93%, est élevé en comparaison avec celui des autres systèmes financiers. Les dirigeants des caisses sont cependant préoccupés par le problème de remboursement, car beaucoup d'emprunteurs prennent des crédits pour financer les travaux champêtres des cultures vivrières et remboursent avec l'argent du coton, débloqué souvent trop tardivement.*

***MC2 (Mutuelles Communautaires de Croissance)***

*Les MC2 sont des "micro-banques rurales" (ADAF, 1998) mises en place avec l'assistance financière et technique de la CCEI Bank et l'appui technique d'une ONG, l'ADAF. Les MC2 ont pour principaux objectifs d'ouvrir l'accès des communautés villageoises aux services financiers et de promouvoir l'entraide et le développement économique des membres. Elles sont gérées par un comité de villageois, identifiés par les structures d'appui, et offrent des services de dépôts, de transfert de fonds (le produit "Flash Cash", un dérivé du chèque bancaire et du chèque de voyage), et de crédit, aux membres inscrits. L'adhésion aux MC2 repose sur d'une part, la souscription à un droit d'adhésion et au capital social de l'institution, et d'autre part, sur une promesse de faire des dépôts réguliers. La MC2 du village de Badjouma-Mangoro a ainsi débuté ses activités en 1993. Elle compte au moment de la mission 274 adhérents dont 4 femmes et 2 groupes de femmes. Elle offre plusieurs services d'épargne, dont le compte d'épargne ordinaire sur livret et un compte de dépôt à terme, et des crédits, octroyés à partir des droits d'adhésion, de l'épargne collectée et d'une ligne de crédit subventionnée de la CCEI Bank. Pour avoir accès aux crédits, dont le montant est limitée à 100 000 Fcfa et la durée à 6 mois, les adhérents doivent prouver qu'ils disposent d'une capacité de remboursement satisfaisante, sont de bonne moralité, et doivent présenter une garantie matérielle suffisante (machines ou terres). Les crédits sont jusqu'à présents accordés surtout aux groupements villageois, et l'activité est limitée en raison de l'insuffisance des fonds et des retards constatés.*

*(Suite de l'encadré à la page suivante ...)*



*(Suite de l'encadré 4)*

#### SECTEUR FORMEL

##### **SODECOTON**

- Le crédit n'est octroyé qu'à des producteurs de coton organisés en groupements de producteurs, qui servent aussi d'interface aux structures de vulgarisation.
- Pour obtenir un crédit "intrants coton", le producteur doit semer aux moments indiqués. Celui-ci ne reçoit les intrants qu'au fur et à mesure des besoins de la plante.
- Le producteur qui demande un crédit "intrants vivrier", ne reçoit une quantité d'intrants que pour une surface en vivrier correspondant à un tiers de sa surface en coton. De plus, la Sodécoton n'accorde ce crédit que pour les surfaces où le vivrier rentre en rotation avec le coton, autrement dit, un producteur ne peut pas avoir d'intrants à crédit pour des champs destinés aux vivriers de façon permanente. La Sodécoton expérimente actuellement la vente d'herbicides au comptant, car elle estime que les producteurs sont trop endettés (le remboursement du forfait coton représente aujourd'hui jusqu'à 58% des revenus bruts du producteur et le taux d'endettement s'accroît au fil des ans).
- Un crédit "équipement" n'est accordé que si le producteur de coton verse un acompte ou montre qu'il a pu autofinancer l'achat de boeufs de trait. Ce type de crédits est de plus en plus limité en raison de problèmes de remboursement. De plus, la durée du crédit a été raccourcie à deux ans.

##### **BANQUES COMMERCIALES**

Suite aux nombreuses faillites enregistrées durant la période de l'après Indépendance, le secteur bancaire au Nord Cameroun a subi, dans les années 1980, une importante restructuration, qui a entraîné la fermeture des agences situées en dehors des chefs lieux de provinces. Actuellement, les banques restent inaccessibles à une majorité de ménages, en particulier les ménages ruraux : procédures d'ouverture de comptes et de demande de crédits lourdes, exigence d'un dépôt minimum élevé et de garanties matérielles importantes. De plus, les échecs passés ont largement entamé la confiance des populations, qui hésitent désormais à confier leur épargne aux banques. Parmi les principales banques, seules la BICEC et la CCEI Bank ont essayé d'étendre leurs activités au monde rural, en accordant des prêts à des groupements de producteurs ou en tissant des liens institutionnels avec des institutions de microfinance qui opèrent en milieu paysan (appui de la BICEC aux CVECA et de la CCEI Bank aux MC2). Les autres banques restent très prudentes, beaucoup par méconnaissance du monde rural et des innovations institutionnelles qui leur permettraient d'atteindre les ménages ruraux.

## **1.2. Les enjeux de recherche et de développement**

La privatisation de la Sodécoton pose clairement le problème du financement des activités agricoles par les ménages ruraux (campagne agricole, acquisition d'équipement, fonds de roulement pour toutes les activités associées), qui disposent jusqu'à présent comme principal revenu monétaire, celui provenant de la production du coton. L'économie reste peu diversifiée. La majorité des systèmes de microfinancement qui existent, sont au stade de l'expérimentation. Les conditions pour assurer un développement durable de ces systèmes ne sont actuellement pas réunies. Le cadre juridique et réglementaire ne reconnaît que les institutions de type bancaire ou coopératif. Le fonctionnement de systèmes de microfinancement reste encore trop imbriqué à celui de la Sodécoton, et les banques pratiquent toutes une politique très malthusienne du crédit.

Dans le contexte actuel du Nord-Cameroun, le financement de l'agriculture est devenu un enjeu majeur de développement, et la promotion des systèmes financiers ruraux figure parmi les nouvelles orientations en matière de politique agricole camerounaise (Afrique Agriculture, Mars 1999). Mais face aux changements actuels et futurs dans l'environnement des ménages ruraux, de nombreuses interrogations demeurent quant à la conception de systèmes financiers durables capables d'accompagner les stratégies paysannes, et de soutenir, plus globalement, le développement économique de la région :

- D'une façon générale, quelle est réellement la demande des ménages ruraux en services financiers ? Quelle est l'offre existante ? Répond t-elle à la demande ? Si non, quelles institutions peuvent-être mises en place pour répondre à la demande non couverte ?

- Plus spécifiquement, quelles seraient les conséquences de la privatisation de la Sodécoton pour l'économie des ménages ruraux et pour le financement de l'agriculture ? Quelle est la demande des ménages ruraux en services financiers destinés aux activités agricoles et autres activités associées qui n'est actuellement pas couverte par l'offre existante et celle ne sera pas couverte suite à la privatisation de la Sodécoton ? Sous quelles conditions peut-elle être couverte de manière durable ? Par quelles types d'institutions ?

Peu d'éléments d'information existent actuellement pour répondre à ces questions. Des recherches ont été menées sur les marchés financiers ruraux au Cameroun mais avant le désengagement de l'Etat. De plus, les institutions de microfinance ou systèmes financiers décentralisés sont en phase d'émergence, et peu de références et d'évaluations existent à leur sujet. Par ailleurs, la recherche menée jusqu'à présent par institutions nationales a surtout concerné les aspects techniques de production et relativement peu les aspects centrés sur les stratégies économiques et sociales des acteurs et groupes d'acteurs, et sur leur environnement. Ce manque d'information sur les stratégies paysannes et les dynamiques en cours ne permet ni d'adapter les actions de recherche-développement aux besoins des producteurs et ménages ruraux, ni de créer une plate-forme de dialogue entre les différents acteurs de développement rural (organisations paysannes, structures de recherche, projets, banques, etc.).

## **II. Perspectives de collaboration en matière de recherche-développement sur le financement de l'agriculture**

### **2.1. Un projet de recherche sur le financement des activités agricoles et du secteur de l'agro-équipement en partenariat avec le PRASAC, l'IRAD, et l'Université de Ngaoundéré**

Face aux enjeux du financement de l'agriculture pour la recherche et le développement dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun, il a paru important pour l'équipe CIRAD en place à Garoua d'initier une recherche sur la question, en partenariat avec le PRASAC, l'IRAD, et l'Université de Ngaoundéré. Cette action de recherche s'organisera, dans un premier temps, autour :

(1) d'un stage de DEA sur le thème : "Le financement de l'agriculture dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun : analyse de la diversité de la demande paysanne et de l'adéquation de l'offre de services financiers" (voir annexe 2). La méthodologie de l'étude et le protocole d'enquête ont été adaptées aux conditions de travail et d'encadrement sur le terrain de C. Kénikou, et des synergies ont mises en place entre cette étude et celles qui seront menées par d'autres stagiaires du PRASAC (notamment en ce qui concerne les zones d'étude et l'utilisation commune de typologies d'exploitations établies par le PRASAC). Ce stage a pour principal objectif de former un économiste de l'IRAD/PRASAC, en la personne de Christine Kénikou, sur la problématique du microfinancement en zones rurales. La rencontre avec Pr. Kombou n'ayant pu avoir lieu durant la mission, il est prévu qu'E. Vall et M. Havard le contacte ultérieurement pour négocier l'encadrement de C. Kénikou et un cadre de collaboration avec l'Université de Ngaoundéré.

(2) d'une animation scientifique au sein du PRASAC sur la problématique du financement de l'agriculture du développement de systèmes financiers ruraux. L'objectif d'une animation scientifique sur ce thème, en liaison avec le DEA de C. Kénikou, est d'élargir le champ d'investigation du PRASAC aux disciplines de la socio-économie. Elle a pu démarré avec un premier exposé, qui a eu lieu le 7 mai à la Station Polyvalente IRAD de Garoua, sur "les institutions de microfinance en zone rurale : conditions d'émergence et bilan de

10 ans d'expérience en Afrique de l'Ouest" (voir annexe 3). Cet exposé a été suivi d'un débat qui a réuni des chercheurs et étudiants de l'IRAD, des représentants de projets de développement, d'organisations paysannes, et de projets de microfinancement, et des banquiers.

Le débat animé a porté essentiellement sur le problème de l'insuffisance de l'offre de services financiers en milieu rural. Il a clairement mis en évidence d'une part le manque d'information des banquiers sur les problèmes rencontrés par les producteurs et sur les activités des projets de microfinancement, et d'autre-part le besoin de mettre en place une plate-forme de concertation et de négociation entre ceux qui travaillent en milieu rural avec les producteurs et les institutions financières formelles, dont les activités et les connaissances sont limitées aux zones urbaines.

**Encadré 5. Extraits du débat sur le problème de l'offre de services financiers en milieu rural**

*" Les banques camerounaises sont arrivées très tard au financement du monde rural. Ici la démarche a été, pendant très longtemps, d'inonder les organismes d'encadrement avec des crédits. Cette démarche a abouti à un échec. Aujourd'hui, poussées par les bailleurs de fonds, les banques ont commencé à réfléchir sur une nouvelle démarche, plus répandue en Afrique de l'Ouest, qui est celle d'établir des systèmes de refinancement en partenariat avec des institutions spécialisées dans la microfinance. Les banques ont été effectivement sollicitées pour soutenir des projets de crédit, mais toutes ont décliné l'offre car elles avaient peur de s'engager dans un métier qui n'est pas la leur et dans un domaine qui leur est inconnu."*

*" On a évolué des structures de financement étatiques vers des systèmes d'épargne et de crédit, comme les Coopératives d'Epargne et de Crédit (COOPEC). Mais nous, banquiers, nous n'avons jamais compris ce qui se cache derrière ces systèmes. N'importe qui peut monter un système de microfinancement. Il faut protéger l'épargne publique et mettre en place une loi permettant de valider ces systèmes, avant que les banques n'aient à envisager la mise en place de lignes de refinancement. "*

*" Une banque commerciale est commerciale. Elle collecte des ressources pour les redistribuer ensuite sous forme de crédits. Le problème pour les banques commerciales est le risque à prendre. Elles doivent être sûres que les crédits seront remboursés. Les banques manquent d'interlocuteurs. Il est important d'envisager une politique d'encadrement et de réglementation des systèmes de microfinancement pour que les banques aient en face d'elles une structure juridiquement fiable."*

*" Les garanties que requièrent les banques commerciales sont un véritable handicap pour le financement des producteurs. Dans le nord, les paysans ont besoin de beaucoup d'engrais. Les projets d'épargne et de crédit sont prêts à jouer un rôle mais ils manquent de moyens financiers et humains."*

## **2.2. Le projet d'ATP sur la traction animale**

Un projet d'ATP centré sur la traction animale a été élaboré par l'EMVT (Eric Vall) en collaboration le CIRAD-TERA (Michel Havard et Betty Wampfler), pour analyser la demande des acteurs (producteurs et artisans) pour des services liés à la pratique de la traction et l'offre de ces services dans un contexte de désengagement des Etats (voir annexe 4). Un des centres d'intérêt de l'ATP concerne plus spécifiquement la question de l'acquisition et de l'entretien de la traction animale par les producteurs : Quelles sont les stratégies mises en oeuvre pour financer un attelage ? D'une façon plus générale, quelle est la demande des acteurs en matière de financement de l'équipement agricole et du secteur de l'agro-équipement ? L'offre existante de services financiers répond-elle à cette demande de manière durable ? Si non, pourquoi ? quelles sont les conditions nécessaires pour promouvoir une offre durable de services financiers destinés à l'acquisition de la traction animale ?

L'équipe "Développement des Systèmes Financiers Ruraux" au sein du CIRAD-TERA a développé, dans le cadre de l'ATP "Financement de l'agriculture", une méthodologie de diagnostic de la demande et de



l'offre de services financiers à l'agriculture. Cette méthodologie a été testée sur plusieurs terrains dont l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso et Bénin), pour analyser les questions ci-dessus. Elle apportera ainsi ses compétences et outils d'enquête et d'analyse pour appuyer l'équipe du CIRAD à Garoua (Eric Vall et Michel Havard) sur l'analyse des questions liées au financement de la traction animale et des secteurs de l'agro-équipement.

### **III. Les suites à la mission**

Il est prévu suite à cette mission :

(1) de continuer à travailler sur l'élaboration du projet d'ATP. Une mission au Burkina Faso est prévue dans le courant de l'été pour identifier plus précisément les actions de recherche et les partenariats potentiels sur la question du financement du secteur de l'agro-équipement.

(2) de poursuivre le travail d'encadrement et de formation de C. Kénikou. L'équipe DSFR de Montpellier apportera un appui à distance, l'encadrement sur le terrain est assuré par l'équipe CIRAD de Garoua et l'Université de Ngaoundéré.

(3) de poursuivre l'animation scientifique au sein du PRASAC et de l'IRAD sur le thème du financement de l'agriculture (campagne agricole, acquisition de l'équipement agricole, fonds de roulement des entreprises artisanales du secteur de l'agro-équipement). En relation avec ce travail, il serait intéressant de réfléchir à la mise en place d'une plate-forme de concertation entre les différents acteurs impliqués dans le microfinancement. L'objectif de cette plate-forme serait d'offrir aux acteurs concernés un espace privilégié de discussion et d'échanges d'expériences, et de permettre aux chercheurs du PRASAC et de l'IRAD d'identifier et de discuter la demande des différents acteurs en matière de recherche.

---

#### **Documents d'appui :**

Afrique Agriculture, 1999. "Dossier Cameroun 99." Afrique Agriculture n° 268, Mars 1999, p. 29.

Appropriate Development for Africa Foundation (ADAF), 1998. "Etude en vue de l'extension du réseau ds MC2 dans la région septentrionale du Cameroun." Mission d'études et d'aménagement de la vallée supérieure de la Bénoué (MEAVSB), Rapport d'Etude, ADAF, Cameroun, 90 p.



## **ANNEXE 1. Calendrier de la mission**

- 1 - 2 mai : Montpellier - Garoua
- 3 mai : Rencontre avec Dr. Aboubakar Njoya, chef de la station IRAD de Garoua  
Séance de travail avec E. Vall et M. Havard sur le projet d'ATP
- 4 mai : Séance de travail avec E. Vall et M. Havard sur le projet d'ATP
- 5 mai : Séance de travail avec C. Kénikou sur son stage de DEA (rédaction de la problématique et de la méthodologie)
- 6 mai : Rencontre avec Mme Josée Fengjo, responsable du programme FIMAC à Garoua  
Visite de la COOPEC de Lagdo  
Enquêtes auprès de deux producteurs de coton du village de Mafa Kilda
- 7 mai : Exposé et débat sur la microfinance et le financement de l'agriculture à la station de Garoua  
Séance de travail avec E. Vall et M. Havard sur le projet d'ATP
- 8 mai : Visite du Projet Pilote de Crédit Rural Décentralisé de Guider  
Visite de la Mutuelle Communautaire de Croissance du village de Badjouma  
Séance de travail avec C. Kénikou sur son stage de DEA
- 9 - 10 mai: Garoua - Montpellier

**ANNEXE 2. Projet de DEA de Christine Kénikou " Le financement de l'agriculture dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun : analyse de la diversité de la demande paysanne et de l'adéquation de l'offre de services financiers."**

# **PROBLEMATIQUE ET METHODOLOGIE DU STAGE DE DEA DE C. KENIKOU**

## **« Le financement de l'agriculture dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun : analyse de la diversité de la demande paysanne et de l'adéquation de l'offre de services financiers »**

8 mai 1999

---

### **I. Problématique et hypothèses de travail**

#### **I.1. La problématique**

Pour entreprendre et mener à bien leurs activités agricoles, les paysans ont besoin d'investir dans la campagne agricole chaque année (achat d'intrants et location de main-d'œuvre) et aussi dans l'acquisition de matériel agricole. Or ils sont généralement confrontés au problème du financement de ces investissements.

Certains organismes (Sodécoton, Fimac, Prodec, Mc<sup>2</sup>,...) proposent une gamme de crédits à court terme ou à long terme, allant de l'approvisionnement en intrants agricoles (semences, engrais, herbicides) au financement des grandes unités d'élevage ou de grandes exploitations agricoles tout en proposant des financements pour l'équipement agricole (bovins de trait, charrues, charettes) et des achats de reproducteurs. Cependant, un premier diagnostic fait l'état de l'existence d'un besoin important de financement chez les paysans pour la campagne agricole et l'acquisition de l'équipement agricole, qui n'est pas satisfait. La Sodécoton finance, par exemple, des crédits d'intrants et d'équipement (en nature) pour la culture du coton, mais peu de crédits d'intrants pour le vivrier. Or, les paysans cherchent à intensifier la culture vivrière pour satisfaire les besoins alimentaires croissants. Ainsi, une partie des intrants fournis par la Sodécoton pour la culture du coton est détournée sur le vivrier. Cette situation traduit-elle une insuffisance de l'offre de services financiers, un accès difficile aux services financiers, ou une inadéquation de l'offre et de la demande ?

#### **I.2. Les hypothèses de travail**

De ces questions, découle un certain nombre d'hypothèses de travail :

- La demande paysanne de financement de la campagne agricole et de l'équipement est importante et diversifiée.
- Cette demande varie en fonction des caractéristiques structurelles des exploitations agricoles, de la stratégie des chefs d'exploitation, et de leur environnement socio-économique (présence de marchés, de structures d'encadrement, ...).
- Le financement de l'agriculture présente des risques spécifiques.
- L'offre de crédits agricoles existe mais reste limitée en raisons des risques importants liés aux activités agricoles. Autrement dit, l'offre dépend du niveau de risque encouru par les organismes de financement mais aussi de l'environnement économique de ces derniers (accès aux ressources, cadre réglementaire, ...).

### **II. Objectifs**

Les objectifs de cette étude sont les suivants :

- Déterminer la nature des besoins de financement des paysans ,
- Identifier l'offre des services financiers ;
- Evaluer la demande non couverte ;
- Réfléchir sur les conditions permettant d'adapter l'offre à la demande.

### **III. Méthodologie**

Pour pouvoir vérifier les hypothèses énoncés ci-dessus, il est important, dans un premier temps, de bien identifier la demande des paysans pour des services financiers destinés au financement des activités agricoles et plus particulièrement à l'acquisition des équipements agricoles. L'analyse de l'offre en services d'épargne et de crédit par les organismes financiers ou non financiers permettra ensuite d'évaluer la demande non couverte. Cette démarche d'analyse de l'adéquation de l'offre et de la demande devrait fournir des éléments pour réfléchir à la conception d'une offre durable de services financiers pour soutenir le développement rural.

#### **III.1. Les étapes**

##### **A. Synthèse bibliographique**

- Historique et caractéristiques de la microfinance en général puis au Cameroun
- Le contexte socio-économique des zones d'étude (voir **questionnaire A**)
- Le problème plus spécifique du financement de l'agriculture
- Le problème des institutions financières islamique

##### **B. Les enquêtes sur le terrain**

###### **(i) Les différentes étapes**

##### **Etape 1 : Diagnostic de la demande**

###### **1. Analyse du contexte agricole et économique au niveau local et régional**

- Caractérisation de la démographie et des aspects agro-écologiques et agro-climatiques
- Caractérisation de l'agriculture et des différentes filières de productions agricoles (description des acteurs, de la rentabilité des différentes productions, du degré d'encadrement des filières, ...)
- Caractérisation des risques auxquels les paysans font face (risques climatiques, économiques, agronomiques, etc.)
- Caractérisation des activités non-agricoles et des marchés des produits agricoles et non-agricoles
- Identification des différents organismes intervenants dans la zone

=> Bibliographie et enquêtes (voir **questionnaire A**)

###### **2. Analyse des stratégies économiques des paysans**

- Analyse des stratégies à court terme (sur une campagne agricole), comme la sécurisation des besoins élémentaires ou la gestion de la trésorerie : quelles sont les dépenses ? comment ces dépenses sont-elles financées ? quelles sont les activités agricoles et non-agricoles pratiquées ? pourquoi le choix de ces activités ? comment ces activités sont-elles financées ? à quoi sont destinés les revenus de ces activités ?
- Analyse des stratégies à moyen et long terme (depuis le début de l'installation du chef d'exploitation) : quels sont les biens accumulés (équipement, troupeau, or, ...) ? quel est le niveau actuel d'accumulation des richesses des acteurs ? comment ce niveau a-t-il évolué dans le temps ? comment ont été financés les investissements ? d'où provient l'argent de l'épargne ?

- Analyse du rôle des services financiers dans les stratégies : comment le crédit et l'épargne interviennent dans les stratégies ? quels sont les caractéristiques, atouts et inconvénients des crédits contractés et de l'épargne ?

=> Enquêtes détaillées auprès des exploitations agricoles (voir **questionnaire B**)

## **Etape 2 : Diagnostic de l'offre**

### **1. Analyse des institutions financières et non-financières (Sodécoton) formelles et semi-formelles**

- Historique de la mise en place de ces institutions ?
- Typologie de la clientèle : qui sont les clients de ces institutions ? comment ces clients ont été choisis ?
- Caractérisation des produits offerts : types de crédit (CT, MT, LT) et de produits d'épargne ? taux d'intérêt ? durée ? modalités d'accès et de remboursement des crédits ?
- Analyse de l'organisation : comment l'institution est-elle organisée ? qui fait quoi ? quel est le processus de prise de décision ?
- Analyse des performances de l'institution : taux de remboursement ? équilibre financier ? structure des coûts ? provenance des ressources ?
- Perspectives d'avenir de l'institution.

=> Enquêtes détaillées auprès des institutions (voir **questionnaire C**)

### **2. Analyse du secteur informel**

- Typologie de la clientèle : qui sont les clients de ces institutions ? comment ces clients ont-ils été choisis ?
- Caractérisation des produits offerts et des contrats implicites liant les individus : à quoi sont destinés les crédits offerts ? quelles sont les modalités d'accès et de remboursement de ces crédits ?.

=> Enquêtes auprès des institutions informelles (usuriers, tontines, famille et amis, etc. ; voir **questionnaire D**)

### **3. Conclure sur les atouts et inconvénients de chaque type d'institution par rapport à l'offre en services financiers, et notamment par rapport au financement de l'agriculture.**

## **Etape 3 : Analyse de l'adéquation entre l'offre et la demande et réflexion sur la conception d'une offre durable de services financiers pour soutenir le développement des activités agricoles**

### **(ii) L'échantillonnage**

- 3 villages correspondant aux quatre terroirs de référence du PRASAC.
- 20 à 30 exploitations à enquêter par village (15 à 20 % des exploitations du village). Il s'agira de partir des typologies des exploitations réalisées par le PRASAC pour constituer l'échantillon d'enquête. Pour chaque type identifié, choisir au hasard un nombre d'exploitations, en respectant si possible le poids de ce type d'exploitations dans la population totale du village.

### **(iii) Les zones d'enquête**

- Les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun
- Zone cotonnière
- Trois terroirs : Terroirs de référence du PRASAC : Mafa Kilda, Gadas et Mowo.

- Un village par terroir

### **C. L'analyse des données**

- Construire une typologie de la demande paysanne pour le financement de leurs activités agricoles. Cette typologie sera basée sur la typologie des exploitations réalisées dans le cadre PRASAC. Il s'agira essentiellement d'identifier les types de services demandés par type d'exploitation. En partant de l'hypothèse que les villages enquêtés sont représentatifs des villages des deux provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun, il est possible de généraliser les résultats de cette analyse qualitative de la demande identifiée au niveau de ces trois villages à tous les villages des deux provinces.
- A partir des enquêtes auprès des organismes financiers et non financiers impliqués dans le financement de l'agriculture (banques, systèmes de microfinance, Sodécoton), faire l'analyse qualitative de l'offre en services financiers dans les provinces du Nord et de l'Extrême-Nord du Cameroun.
- Conclure sur l'adéquation entre l'offre et la demande paysanne, et sur les possibilités d'adapter l'offre à la demande.

### **III.2. Le calendrier du stage**

- Phase bibliographique : Mai
- Phase d'enquête sur le terrain : Juin et Juillet
- Phase d'analyse des données et de rédaction du rapport : Août à Octobre

### **III.3. Articulation avec d'autres stages**

- Stage « Analyse du fonctionnement et de la diversité des exploitations agricoles ». Terroir de référence du PRASAC : Mafa Kilda, Gadas et Mowo.
- Stage sur la pratique paysanne de traction animale.

### **III.4. L'encadrement**

- Université de Ngaoundéré : Pr. Lucien Kombou
- CIRAD-TERA-Agricultures familiales : appui à distance par Betty Wampfler et Geneviève Nguyen
- L'équipe PRASAC à Garoua : Michel Havard et Eric Vall

## **IV. Plan prévisionnel du rapport écrit**

### **INTRODUCTION**

- Présentation de la problématique
- Présentation des objectifs du stage
- Présentation de la méthodologie
- Présentation de l'organisation du rapport

## **PARTIE I. LE FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE DANS LES PROVINCES DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN**



- I. Caractéristiques de l'agriculture et des exploitations agricoles
- II. Historique du financement de l'agriculture
- III. Les enjeux de la microfinance par rapport au financement de l'agriculture
- IV. Les problèmes actuels du financement de l'agriculture

## **PARTIE II. ANALYSE DE L'ADEQUATION ENTRE L'OFFRE ET LA DEMANDE PAYSANNE DE SERVICES FINANCIERS DESTINES AUX ACTIVITES AGRICOLES**

- I. Analyse de la diversité de la demande paysanne
- II. Analyse de l'offre existante
- III. Analyse de l'adéquation de l'offre et de la demande
- IV. Réflexion sur les possibilités d'adaptation de l'offre à la demande

**CONCLUSION : QUEL EST L'AVENIR DU FINANCEMENT DE L'AGRICULTURE DANS LES  
PROVINCES DU NORD ET DE L'EXTREME-NORD DU CAMEROUN DANS LE CONTEXTE  
DE DESENGAGEMENT DE L'ETAT ?**

**ANNEXE 3. Exposé " Les institutions de microfinance en zone rurale : conditions d'émergence et bilan de 10 ans d'expérience en Afrique de l'Ouest", vendredi 7 mai, Station Polyvalente de Garoua.**

MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
ET TECHNIQUE

INSTITUT DE RECHERCHE AGRICOLE  
POUR LE DEVELOPPEMENT

CENTRE REGIONAL DE MAROUA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN  
PAIX – TRAVAIL – PATRIE

MINISTRY OF SCIENTIFIC  
AND TECHNICAL RESEARCH

## STATION POLYVALENTE DE GAROUA

Tél 27 23 33 / 27 21 92

Fax 27 21 92

Garoua, le 3 mai 1999

Le chef de Station Polyvalente IRAD,  
Délégué National du PRASAC-Cameroun  
BP 415 Garoua

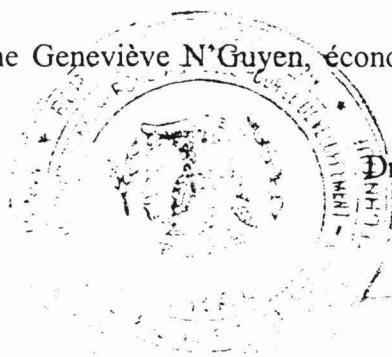
A Messieurs les Directeurs,  
CBC  
CCEI  
DPGT  
FIMAC  
HYDROCHEM  
MEAVSB  
Minagri (Délégation Provinciale du Nord)  
Minépi (Délégation Provinciale du Nord)  
PNVA  
SCB-Crédit Lyonnais Cameroun  
SGBC  
Sodécoton  
Startered Chatered Bank

Messieurs,

Vous êtes cordialement invités à une présentation sur le thème suivant : «**Les institutions de microfinance en zone rurale : conditions d'émergence et bilan de 10 ans d'expérience en Afrique de l'Ouest**», qui se tiendra à la Station Polyvalente IRAD de Garoua, Boklé, le vendredi 07 mai 1999 à 10 h 00 (salle de réunion).

Cet exposé abordera les différents enjeux de la microfinance en zone rurale à partir de l'analyse historique de l'émergence et de l'évolution des institutions de microfinance en Afrique de l'Ouest (Burkina-Faso et Mali principalement). Dans un contexte de désengagement de l'Etat, cet exposé soulèvera en particulier la question du financement de l'agriculture.

Il sera présenté par Mme Geneviève N'Guyen, économiste au CIRAD, spécialisée dans la microfinance.


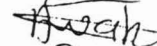

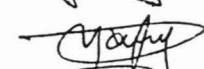
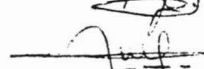
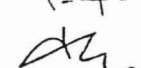


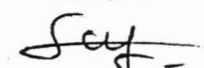



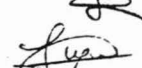
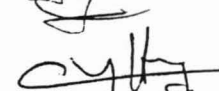
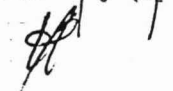



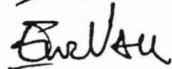



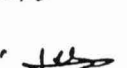
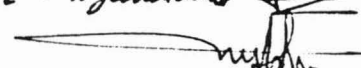


LE CHEF DE STATION



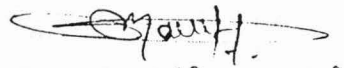
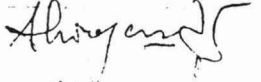
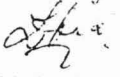

Dr. Aboubakar Njoya

# LISTE DE PRESENCE

CONFERENCE DE MME NGUYEN - IRAD le 07.05.99

Noms et Prénoms	Lieu de service	Signature
NGO TAMA Anne Claisse	IRAD Garoua	
Awahmukalah Vivian	"	
Foudjio Josée	FIMAC Garoua	
YATON	MEAVSB Garoua	
Talem Wabo Bertin	Stagiaire ENSAI - IRAD	
KENIKOU	IRAD GAROUA	
A. Njaya	IRAD Garoua	
George Mbemong Kemche	Stagiaire - FASA - Dschang	
Aboubakar Mayake	ARAORL-GAROUA	
KENGACK LEKENO	Technologie (stagiaire)	
AWONO BEGGA Gyrien	Stagiaire - FASA - Dschang	
KEMTSOR TCHINDA Guy A.	Stagiaire FASA Dschang	
Mme HAMADOU Layla	IRAD Garoua	
Mme Youssouf Hadidja	Délégation Provinciale	
HAMADOU Daouda	Condition Féminine	
TAIGARI	DPG T-Garoua Est	
	DPAT	
ABAKAR Dumas	IRAD Garoua	
Djoumessi Mathias	IRAD Garoua	
Harard Muel	IRAD Garoua	
Vall Eric	IRAD Garoua	
Forsé Thony	IRAD Garoua	
NABARA ABANDA Fr. Xavier	Stagiaire FASA Dschang	
DIAMEN NANA Patrice	Stagiaire FASA - Dschang	
TCHUITCHOWA Jean	Stagiaire ENSAI - Ngazun	
5. Mbolda	PNVA / Nord	

# FICHE DE PRESENCE (SUITE)

Prénoms et Noms	Lieu de service	Signature
dzingu AWA	IRAD Garoua	
LUC NDENGUE	CAMCCUL GAROUA	
GODWE	DPAN / PNVA / Nord	
WAMBO YAMOUN A. H	Université de Dschang	
DONIMO NGOUTSOP A LAMRY	Université de Dschang	
EBORISSE Nade / Nide	Pji CEC GAROUA	
TISSANI HAMMOU	CBC	
AMADOU HAMAN	<del>SCB-CA</del> <del>SCB-CA</del>	
EKORONG Joseph	Hydrochem	
MAIGARI	DPGT	

.....

• • • • •

Garoua, 7 avril 1999

# PLAN DE LA PRESENTATION

- **Remise en question de l'approche classique d'une offre centralisée de crédits agricoles**
  - Faillite des banques nationales de crédit agricole et de développement
  - Raisons de la faillite
- **Emergence des institutions de microfinance**
  - Une démarche nouvelle centrée sur une bonne connaissance de la clientèle rurale
  - Les principaux types d'institutions de microfinance
- **Bilan de 10 ans d'expérience**
  - La microfinance : une mode ?
  - Des préoccupations de durabilité financière, institutionnelle et sociale
  - Question du financement de l'agriculture ?

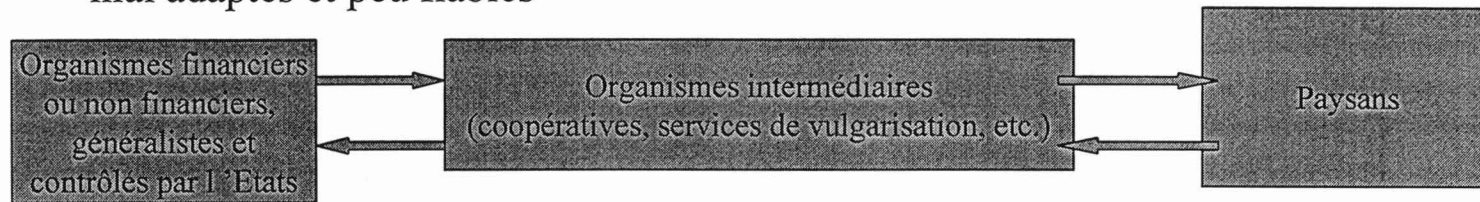
# LES ENJEUX DE LA MICROFINANCE

- **Pour les producteurs et les ménages ruraux**
  - gestion de la trésorerie
  - investissements
- **Pour l'économie locale, régionale et nationale**
  - valorisation des ressources locales
  - développement des marchés (de produits, financiers) et filières
  - flux de ressources entre ville et campagne
- **Pour la recherche-développement**
  - accompagnement de la diffusion d'innovations
  - question de recherche à part entière reconnue par la communauté scientifique internationale



# LA FAILLITE DES SYSTEMES CLASSIQUES DE CREDIT AGRICOLE

- L 'échec des systèmes de crédit mis en place après les Indépendances
  - un modèle institutionnel de distribution de crédit, impliquant des intermédiaires mal adaptés et peu fiables



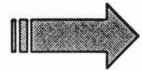
**Mise en place d 'institutions spécialisées :**

**Banques Nationales de Crédit Agricole (CNCA, BNDA)**

- un modèle uniforme basé sur une structure centrale faussement décentralisée
- toujours une forte dépendance des organismes régionaux de développement
- une activité centrée sur une offre peu diversifiée de crédits
- une clientèle restreinte (zones urbaines, zones cotonnières)

- **Nouveau constat d 'échec :**

- Débâcle financière (partenariat non durable avec les sociétés d 'Etat, mauvaise maîtrise des coûts, gestion défailante) / CNCA-Niger, CNCA-Togo avec respectivement 6 et 10 Md de pertes cumulées
- Equilibre fragile grâce à des ressources bon marché et à une politique très conservatrice de distribution de crédits



### **Les leçons :**

- un concept restrictif de crédit agricole à élargir à celui de crédit rural
- nécessité de maîtriser les coûts en s 'assurant une marge d 'intermédiation suffisante
- nécessité d 'une véritable décentralisation à l 'instar des coopératives d 'épargne et de crédit

# **L'EMERGENCE DES INSTITUTIONS DE MICROFINANCE VERS LA FIN DES ANNEES 1980**

*Une démarche de recherche-développement basée sur*

## **1. une bonne connaissance de la clientèle rurale et de son environnement :**

–analyse des stratégies économiques des ménages ruraux pour identifier la demande en services financiers (demande de crédits, capacité de remboursement, capacité d'épargne)

–analyse de l'offre existante, c'est-à-dire celle provenant des secteurs informel (banquiers ambulants, prêteurs, tontines, gardes-monnaies, etc.) et formel (banques privées et étatiques)

–analyse de l'adéquation entre l'offre et la demande pour identifier la demande non couverte et adapter l'offre :

- introduction de la caution solidaire
- une offre de crédits diversifiés et non ciblés sur les activités agricoles
- offre de produits d'épargne diversifiés

## **2. La conception d 'une organisation véritablement décentralisée**

- une responsabilisation importante de la clientèle : le mutualisme
- une décentralisation des mécanismes de prise de décision et de la gestion

## **3. Des préoccupations de couverture des coûts de l 'intermédiation financière (coûts de la collecte de l 'épargne et d 'octroi des crédits)**

- Politique de taux d 'intérêt
- Valorisation des ressources locales
- Réduction des coûts de fonctionnement avec l 'externalisation de fonctions



**Un premier bilan positif...  
et le début d 'une mode**

## QUESTION 1

### ANALYSE DE LA DEMANDE

#### QUI SONT LES CLIENTS POTENTIELS ?

- ☞ Individus: hommes, femmes, chefs de famille, cadets
- ☞ Groupements plus ou moins informels

#### QUELS SONT LES SERVICES FINANCIERS DEMANDÉS ?

Facteurs déterminant la demande:

- ☞ stratégies économiques
- ☞ caractéristiques économiques (niveau de richesse, capacité de financement ...)
- ☞ statut social
- ☞ environnement socio-économique
- ☞ offre existante en services financiers

**!! MAIS...** Problèmes de l'identification de la demande en l'absence d'un marché financier qui ne fonctionne pas correctement ou qui n'existe pas (= demande non observable parce que les agents économiques ne peuvent demander ce qui n'existe pas)

=> nécessité d'une bonne compréhension des stratégies économiques des agents et de leur environnement socio-économique pour appréhender le rôle des outils financiers et donc une éventuelle demande qui n'est pas exprimée.

# DÉMARCHE PROPOSÉE : DIAGNOSTIC DE LA DEMANDE

## ETAPE 1. Analyse du contexte

- Quels sont les éléments environnementaux qui peuvent influencer sur les stratégies des agents et donc sur la demande en services financiers ?

## ETAPE 2. Analyse des stratégies économiques des agents, par type d'agent

On peut distinguer

(i) les stratégies à court terme, comme la sécurisation des besoins élémentaires, les stratégies d'émancipation des jeunes, ...

- quels sont les activités pratiquées ? Choix de ces activités ?
- quels sont les revenus tirés de ces activités ?
- à quoi sont destinés ces revenus ?

<=> Enquêtes ou suivis budgétaires au niveau des ménages et suivis de marchés

(ii) les stratégies à moyen et long terme de capitalisation et d'accumulation des richesses

<=> Enquêtes de trajectoire d'accumulation au niveau des ménages

## ETAPE 2. Analyse du rôle des services financiers dans les stratégies

- Comment les outils financiers comme le crédit, l'épargne, et l'assurance s'insèrent-ils ou peuvent-ils s'insérer dans ces stratégies ?

## ETAPE 3. Identification de la demande

- Typologie des stratégies de la clientèle => différents types de services financiers
- Analyse de l'utilisation par les agents des services financiers offerts par les institutions (formelles ou informelles) existantes

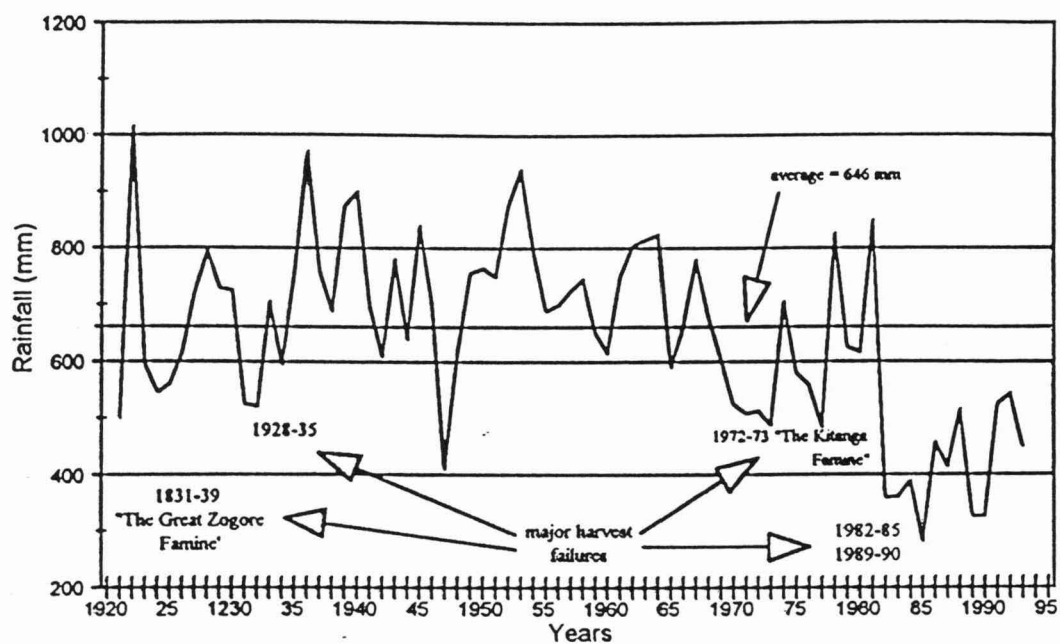
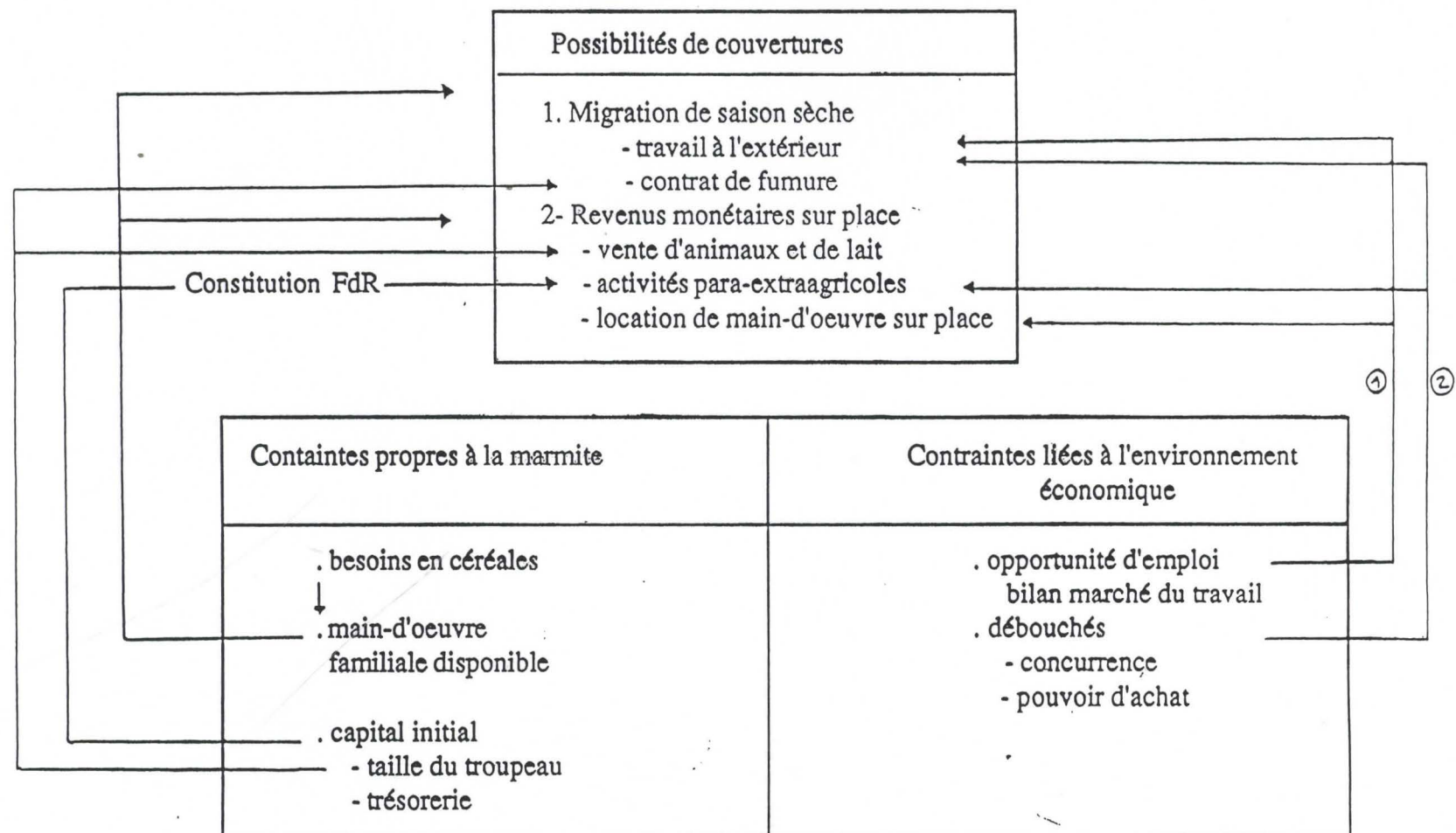


Figure 2.2. Rainfall Variability in Northern Burkina Faso

G. Nguyen, 1998

## 2.2. Le choix sous contraintes entre les différentes possibilités par les marmites



1- Opportunités d'emploi dans les sites orifères, les plantations en Côte-d'Ivoire, les villages et grandes villes au Sud.

2- Débouchés pour des produits autres que le mil (savon, viande, etc...) sur les sites orifères environnants.



Type de stratégie	Type de marmite (% dans l'échantillon enquêté)	Besoins moyens observés par marmite, (kg)	Nombre de personnes à charge par par actif agricole	% autoconsommation	% déficit à couvrir	Couverture du déficit (% du déficit couvert par)							
						Salaire en nature		Origine des revenus monétaires utilisés pour l'achat des céréales					
						location main-d'oeuvre	contrat de fumuré	vente d'animaux ou de lait	Activités para, extraagricoles	location de main-d'oeuvre	Migration	Marâtchage	Crédit utilisé à la cons
1	1- Peuls sédentaires sans bovin 5% des marmites	1 278	5	5	95			23	71				6
2	2- Peuls sédentaires avec bovins 12 %	1 701.	5,6	13	87			48	36		1		15
3	3- Peuls transhum. sans bovin 7 %	794	9	12	88	13		28	22	35			2
	6- Cultivateurs sans animaux 15 %	922	1,6	34	66	ε		10	39	33	6		12
4	4- Peuls transhum. 1 à 10 Bovins 5 %	1 223	3,8	19	81			42	12		26		20
	7- Cultivateurs sans bovins avec PR 22 %	2 467	2,3	37	63			22	56	2	10	5	5
5	5- Peuls transhum. > 10 bovins 22 %	2 300	7,2	29	71		ε	90	6		2		2
	6- Cultivateurs avec bovins 12 %	3 708	2,4	56	44			72	21			2	5

ε Négligeable

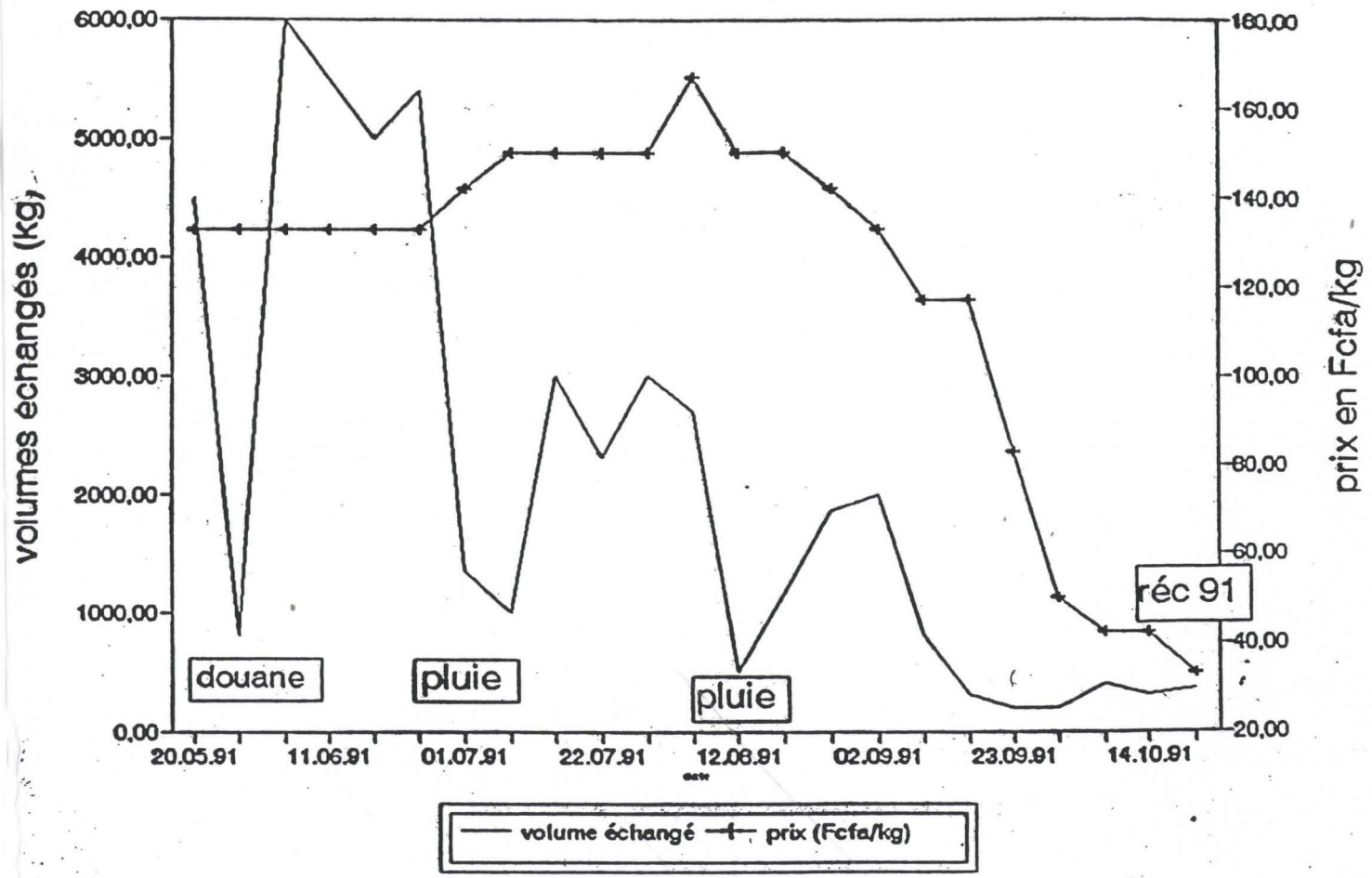
TABLEAU II. Typologie des stratégies de couverture des besoins alimentaires.

Grands postes de dépenses et de revenus Type de marmite (% dans l'échantillon enquêté)	DEPENSES (%)							REVENUS (%)							Niveau de revenu moyen FCPA/pers/an
	achat de maïs	autres besoins de consom.	dépenses sociales	charges activ. agricoles et élevage	charges activ. para et extraagricoles	remboursement des emprunts	achat d'animaux	jardinage	vente d'animaux et de lait	location de main-d'œuvre	para extraagricole homme	para extraagricole femme	migration	revenu du capital	
1- Peuls sédentaires sans bovin avec PR 5 %	83	-	-	2	5	10	-	-	24	-	37	26	-	13	15 000
2- Peuls sédentaires avec bovins 12 %	67	1	-	5	11	12	4	-	42	-	21	15	1	20	17 000
3- Peuls transhumants sans bovin avec PR 7 %	100	-	-	-	-	-	-	-	33	40	25	-	-	2	14 000
4- Peuls transhumants < 10 bovins 5 %	95	-	-	3	-	2	-	-	42	-	22	-	23	23	14 000
5- Peuls transhumants > 10 bovins 22 %	74	9	1	13	-	1	2	-	86	-	8	-	-	6	14 000
6- Cultivateurs sans animaux 15 %	93	-	-	-	4	3	-	-	10	33	30	9	5	13	10 000
7- Cultivateurs sans bovins, avec PR 22 %	65	2	2	6	13	7	5	5	10	1	45	18	10	11	22 000
8- Cultivateurs avec bovins	35	16	1	4	37	5	2	-	33	-	51	5	-	11	29 000

Tableau 6 : Structure des dépenses et des revenus par type de marmite.

G. Nguyen, 1992

**FIGURE 1 MARCHÉ DES CEREALES DE NOGODOUM**  
suivi des prix et des volumes échangés

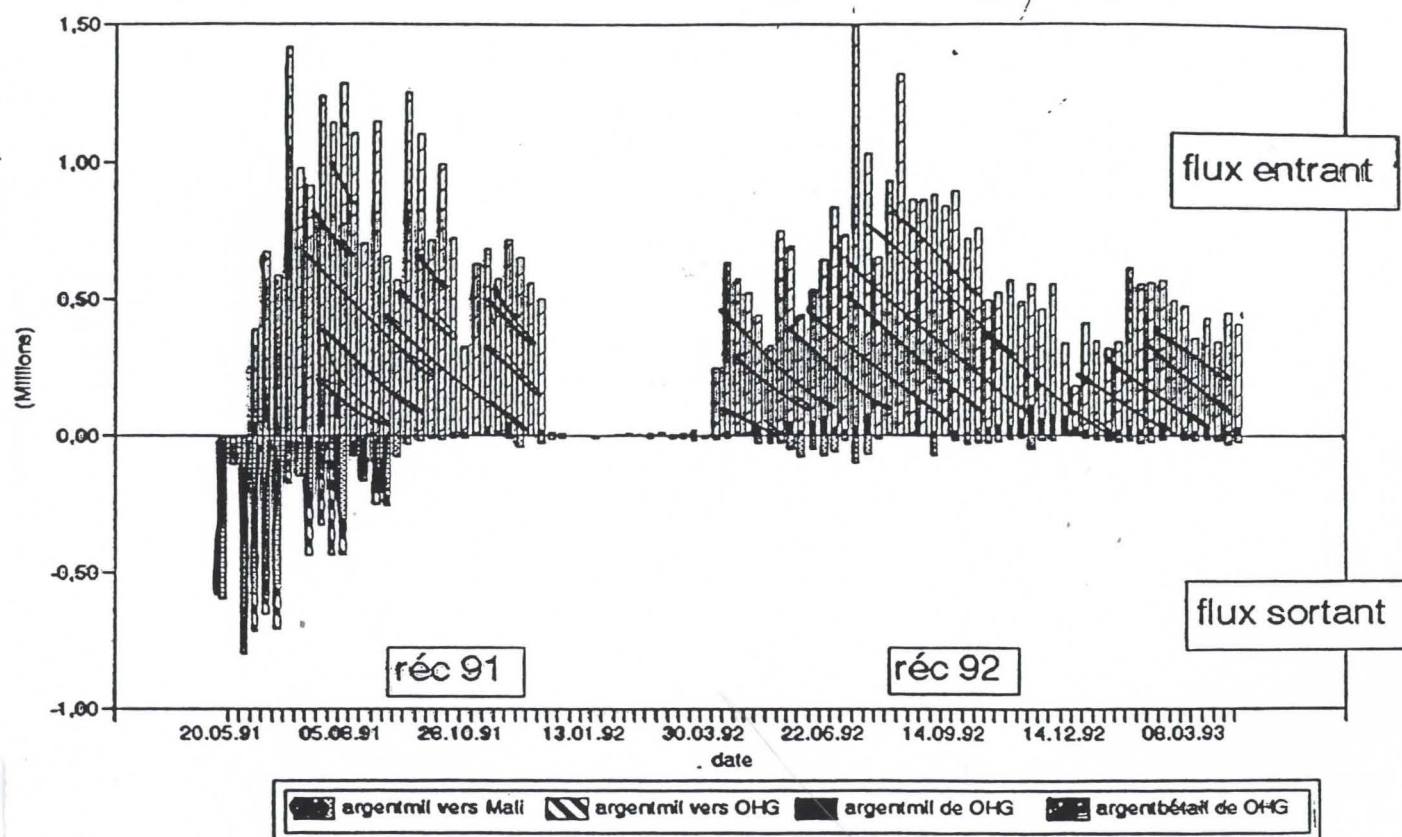


G. Nguyen , 1992



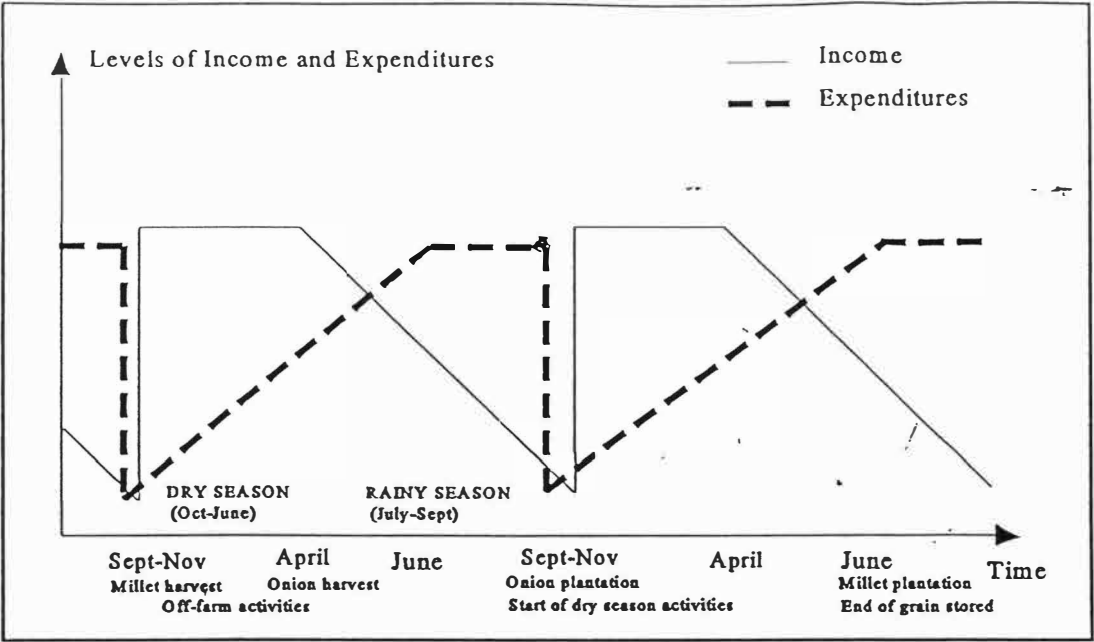
# MARCHES MIL ET BETAIL DE NOGODOUM

## Flux d'argent entrant/sortant du marché



! données manquantes pour le marché du bétail de janvier à mars 91

G Nguyen, 1992



Source : Ouattara et al. 1997

Figure 1. Seasonal Pattern of Household Income and Expenditures

ACTIVITY	OPERATING COSTS
<b>WOMEN</b>	
Food processing	7 000 to 16 000 FCFA per cycle of 7 days
Handicraft (mats, hats, etc.)	1 500 to 3 000 FCFA per cycle of 7 to 15 days
Restaurant	20 000 FCFA per day
Beer processing	22 400 FCFA per cycle of 5 days
Sheep fattening	8 000 to 16 000 FCFA per cycle
Small trading activity (milk, ingredients)	10 000 FCFA per cycle of 7 days
Trading of manufactured goods	15 000 to 30 000 FCFA per cycle of 7 days
Trading with substantial storage capacity	60 000 to 100 000 FCFA per cycle of 7 days
<b>MEN</b>	
Sale of labor force for manual tasks (cultivation, construction, etc.)	500 FCFA per day + food
Animal fattening (sheep and cattle)	10 000 to 70 000 FCFA per cycle
Livestock trading at the local level	20 000 to 50 000 FCFA per cycle
Livestock trading at the regional level	400 000 to 900 000 FCFA per cycle
Trading of manufactured goods	50 000 to 100 000 FCFA per cycle
Production of cashcrops (potatoes, onions)	450 000 to 2 600 000 FCFA per hectare and per cycle (once a year)

Sources: Ahamadi, 1993; Abel, 1994; Ngobounan, 1992; Naitormbaide, 1994; Barry, 1994; Kuela, 1996; Nguyen, 1998.

**Table 1. Activities traditionally practiced by women and men and their operating costs**

## RÔLES DU CRÉDIT ET DE L'ÉPARGNE

### L'ÉPARGNE

#### ☞ L'épargne dédiée

Les ménages épargnent en vue d'une dépense future prévue = fonction de reproduction

#### ☞ L'épargne de précaution

Les ménages épargnent pour parer à un évènement inattendu = fonction de régulation

#### ☞ L'épargne de transmission (héritage)

Les ménages épargnent pour transmettre un capital à leurs enfants = fonction d'accumulation

#### ☞ L'épargne de cycle de vie (retraite)

Les ménages épargnent en vue d'une baisse de leurs activités futures et donc de leurs revenus futurs = fonction d'accumulation

# LE CRÉDIT

## ☞ Le crédit destiné à un investissement

Les ménages demandent un crédit pour investir dans une activité ou dans l'achat d'un bien durable = fonction de production ou d'accumulation

## ☞ Le crédit de consommation

Les ménages demandent un crédit pour financer l'achat d'un bien de consommation finale = fonction de reproduction ou de régulation

## ☞ Le crédit utilisé pour gérer une trésorerie

Les ménages demandent un crédit pour faire face à des problèmes de trésorerie  
= fonction de régulation



## **QUESTION 2**

### **ANALYSE DE L'OFFRE EXISTANTE**

**ETAPE 1. Quelles sont les institutions qui offrent des services financiers?**

**Lesquels? Qui y a accès?**

On peut distinguer

(i) le secteur bancaire classique

(ii) le secteur informel

**ETAPE 2. Quelle est la demande qui n'est pas couverte? Pourquoi?**

Causes multiples:

- limites de la finance informelle (fonds insuffisants, risques covariants, ...)
- niveau de risque élevé
- coût d'intermédiation élevé

## **DÉMARCHE PROPOSÉE : ANALYSE INSTITUTIONNELLE DE L'OFFRE**

### **☞ Offre formelle : enquêtes + données secondaires collectées au niveau des institutions**

- Typologie de la clientèle par niveau de richesse => définir les critères de “richesse” ou inversement de “pauvreté” (critères quantitatifs ou qualitatifs, normes, critères relatifs), repérer les problèmes d'exclusion
- Analyse des services offerts et des conditions d'accès à ces services (garantie demandée, procédure de demande, ...)
- Analyse de l'utilisation des services offerts par les clients (comparaison utilisation déclarée et utilisation effective, ...)
- Analyse des problèmes de remboursement et de départ (“drop-outs”)

### **☞ Offre informelle : enquêtes**

- Typologie de la clientèle par niveau de richesse => définir les critères de “richesse” ou inversement de “pauvreté” (critères quantitatifs ou qualitatifs, normes, critères relatifs)
- Analyse des services offerts et des conditions d'accès à ces services (garantie demandée, procédure de demande, ...)

Formes d'épargne	Durée max.	Volume (*)	Taux d'intérêt	Destination	Avantages	Inconvénients
Bovins	8 ans	250 à 350 Bs par tête	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veaux</li> <li>• Lait</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investissements</li> <li>• Noces</li> <li>• Santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production (veaux, lait pour enfants)</li> <li>• Prestige</li> <li>• Peu de soins</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Mortalité élevée</li> </ul>
Caprins	6 ans	15 à 20 Bs par tête	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Portée</li> <li>• Lait</li> <li>• Fumier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Auto-consommation</li> <li>• Troc</li> <li>• Santé</li> <li>• Fêtes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production</li> <li>• Vente fromage</li> <li>• Facilement convertible en argent</li> <li>• Rusticité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Faibles prix de vente</li> <li>• Demande irrégulière</li> </ul>
Ovins	6 ans	18 à 30 Bs par tête	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Portée</li> <li>• Lait</li> <li>• Fumier</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Auto-consommation</li> <li>• Troc</li> <li>• Santé</li> <li>• Fêtes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production</li> <li>• Facilement convertible en argent</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilité aux maladies</li> <li>• Exigeants en soin</li> </ul>
Argent liquide	1 an	500 à 2000 Bs	< 0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Frais de production</li> <li>• Consommation</li> <li>• Santé</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Disponibilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Peur de l'hyperinflation</li> <li>• Perte de valeur</li> </ul>
Semence	de 3 à 8 mois	Selon l'assolement	< 0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production</li> <li>• Troc</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indépendance</li> <li>• Réduction des coûts de production</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes</li> </ul>
Produit	jusqu'à 1 an	Variable	< 0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Auto-consommation</li> <li>• Troc</li> <li>• Santé</li> <li>• Fêtes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Indépendance</li> <li>• Diminution des dépenses de consommation familiale</li> <li>• Disponibilité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pertes</li> </ul>
Artisanat	Permanente	15 à 100 Bs	0	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Cas exceptionnels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Utilisation familiale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Absence de marché local</li> </ul>

(\*) 1 Boliviano (Bs) = 0,3 Dollar (valeur moyenne 1990).

Tableau 1 - Les différentes formes d'épargne et leurs caractéristiques

**Tableau 6. Stratégies Multiples Utilisées par les Personnes Interrogées pour Faire Face aux derniers Evénements Idiosyncratiques ayant affecté négativement leur Revenu**

Stratégies Multiples <sup>1</sup>	Echantillon total (N=175)		Membres des CVECA (n=83)		Non-membres (N <sub>2</sub> =92)	
	Fréquence	% de l'échantillon	Fréquence	% de l'échantillon	Fréquence	% de l'échantillon
<i>Mesures prises</i>						
A fait un emprunt	35	20,0%	24	28,9%	11	12,0%
A fait un emprunt CVECA	23	13,1%	23	27,7%	--	--
A retiré de l'argent de son compte d'épargne CVECA	10	5,7%	10	12,1%	--	--
A vendu des biens	68	38,9%	28	33,7%	40	43,5%
A réduit radicalement la consommation de nourriture du ménage	52	29,7%	25	30,1%	27	29,3%
A réduit radicalement la consommation de biens du ménage	40	22,9%	19	22,9%	21	22,8%
A pris un emploi secondaire ou est parti en migration	38	21,7%	16	19,3%	22	23,9%
A arrêté de payer ses dettes	16	9,1%	9	10,8%	7	7,6%
<i>Aide reçue</i>						
A reçu une aide financière de parents et amis	31	17,7%	12	14,5%	19	20,7%
A reçu des subventions du gouvernement et/ou d'une ONG	57	32,6%	25	30,1%	32	34,8%

Source : Enquête d'OSU, avril 1997.

Note : <sup>1</sup>Les réponses ne s'excluent pas mutuellement, et les pourcentages peuvent donc s'élever à plus de 100% pour les mesures prises.

**Tableau 10. Sources d'Epargne et d'Emprunt pour les Membres des CVECA avant la Création des CVECA.**

Source	% de l'échantillon (n=83)	% des hommes (n=47)	% des femmes (n=36)
Famille	57,8%	55,3%	61,1%
Amis	18,1%	25,5%	8,3%
Commerçant	4,8%	6,4%	2,8%
Prêteur	1,2%	2,1%	0,0%
Garde-monnaie	2,4%	0,0%	5,6%
Tontines	2,4%	0,0%	5,6%

Source : Enquête d'OSU, avril 1997.

**Tableau n° 16 : destination des emprunts à la famille, du produit de la vente des chèvres, de l'or, de l'épargne bancaire. (en % du volume)**

	vente chèvre	vente or	Emprunt famille	épargne bancaire
<b>Construction</b>	35%	33%	5%	28%
consommation courante	26%	24%	28%	0%
Célébration	13%	20%	51%	0%
Habillement	0%	1%	0%	0%
<b>Sous total consommation</b>	<b>39%</b>	<b>45%</b>	<b>78%</b>	<b>0%</b>
Investissement agricole	5%	0%	0%	0%
Trésorerie	0%	3%	0%	0%
Prêt gadaï terre	0%	0%	0%	43%
Capital productif	0%	0%	0%	22%
<b>Sous total investissement</b>	<b>5%</b>	<b>3%</b>	<b>0%</b>	<b>65%</b>
Rbt emprunt	1%	1%	0%	0%
Prêt à ami	0%	8%	0%	0%
Prêt à parent	2%	0%	0%	0%
<b>Sous total financier</b>	<b>4%</b>	<b>9%</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>
Don à enfant	3%	0%	0%	0%
Divers	13%	11%	17%	7%
<b>Total en 1000 Rp</b>	<b>5345</b>	<b>5838</b>	<b>1085</b>	<b>23000</b>
<b>nb de ménages</b>	<b>21</b>	<b>31</b>	<b>11</b>	<b>2</b>
<b>% de l'échantillon</b>	<b>26%</b>	<b>39%</b>	<b>14%</b>	<b>3%</b>

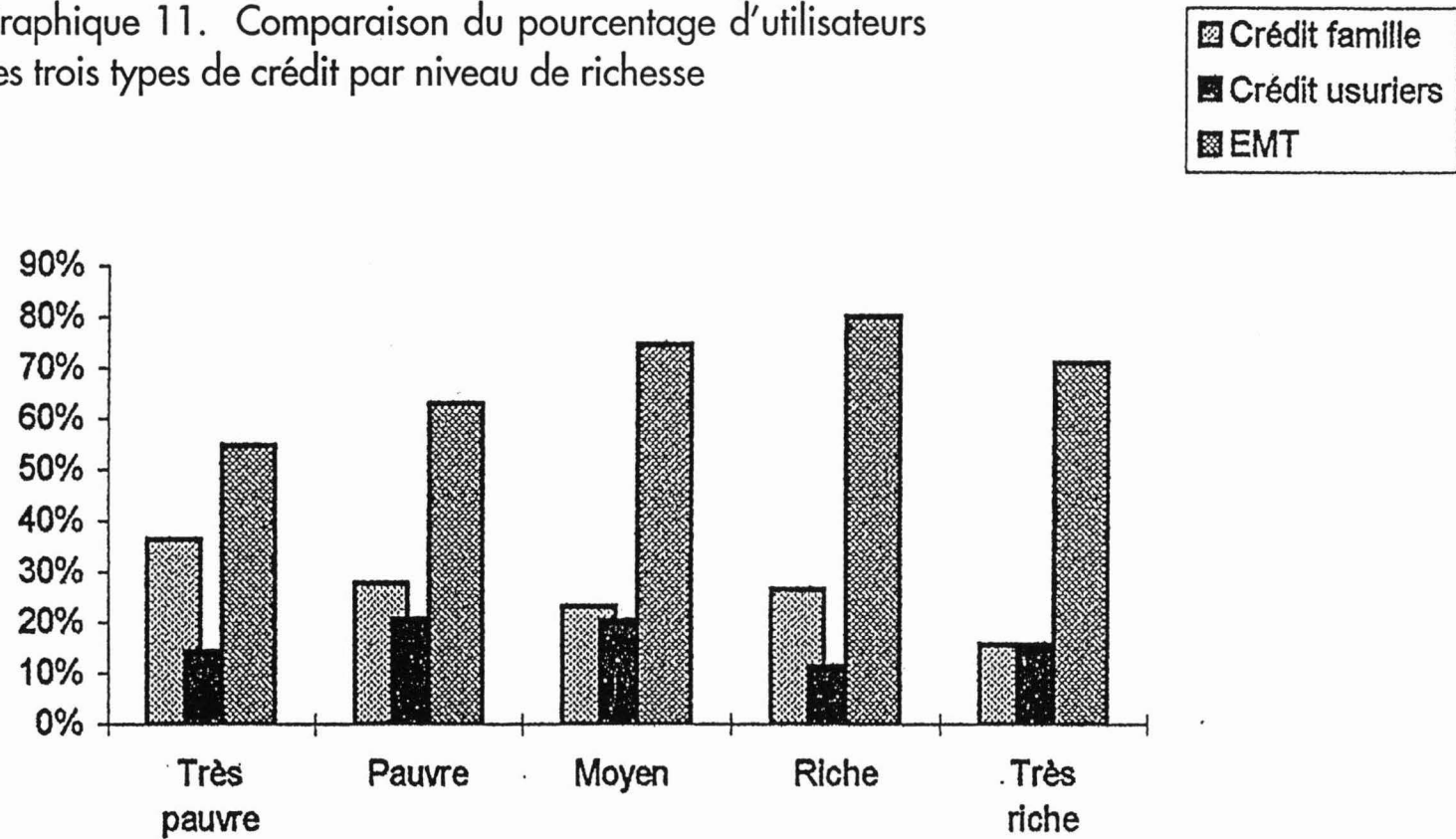
	PPPCR	ATN	CVECA	ADRK
Date of creation	1988	1991	1992	1993
Number of members	9000	686	7046	8579
Percent of women	98	60	30 to 47	21
Major funding source	external	internal	internal	external
Nature of credit	in cash and theoretically non targeted	in cash and non targeted	in cash and non targeted	in cash and non targeted and agricultural credit in kind
Total credit disbursed (million FCFA)	105	8,4	50	100
Average credit (FCFA)	25 000	4 000 to 7 000 <sup>1</sup>	30 000	49 300
Minimum amount (FCFA)	2 500	15 000	500	30 000
Maximum amount (FCFA)	50 000	500 000	40 000	65 000
Repayment rate (%)	98,5	100	100	95
Percent of borrowers having used credit to finance a new activity	44	20	32	43
Total savings collected (million FCFA)	56 (compulsary)	1,97 (voluntary)	75 (voluntary)	63 (voluntary)
Percent of members who save on a regular basis	0	80	100	71
Percent of savers who have a checking account	0	0	68	57
Percent of savers who have a term deposit	0	100	45	57

1. Average amount depending on the amount of contributions accumulated by the group of women

Source: Poulain, 1995

**Table 3. Performances of four microfinance institutions in Burkina Faso**

Graphique 11. Comparaison du pourcentage d'utilisateurs des trois types de crédit par niveau de richesse





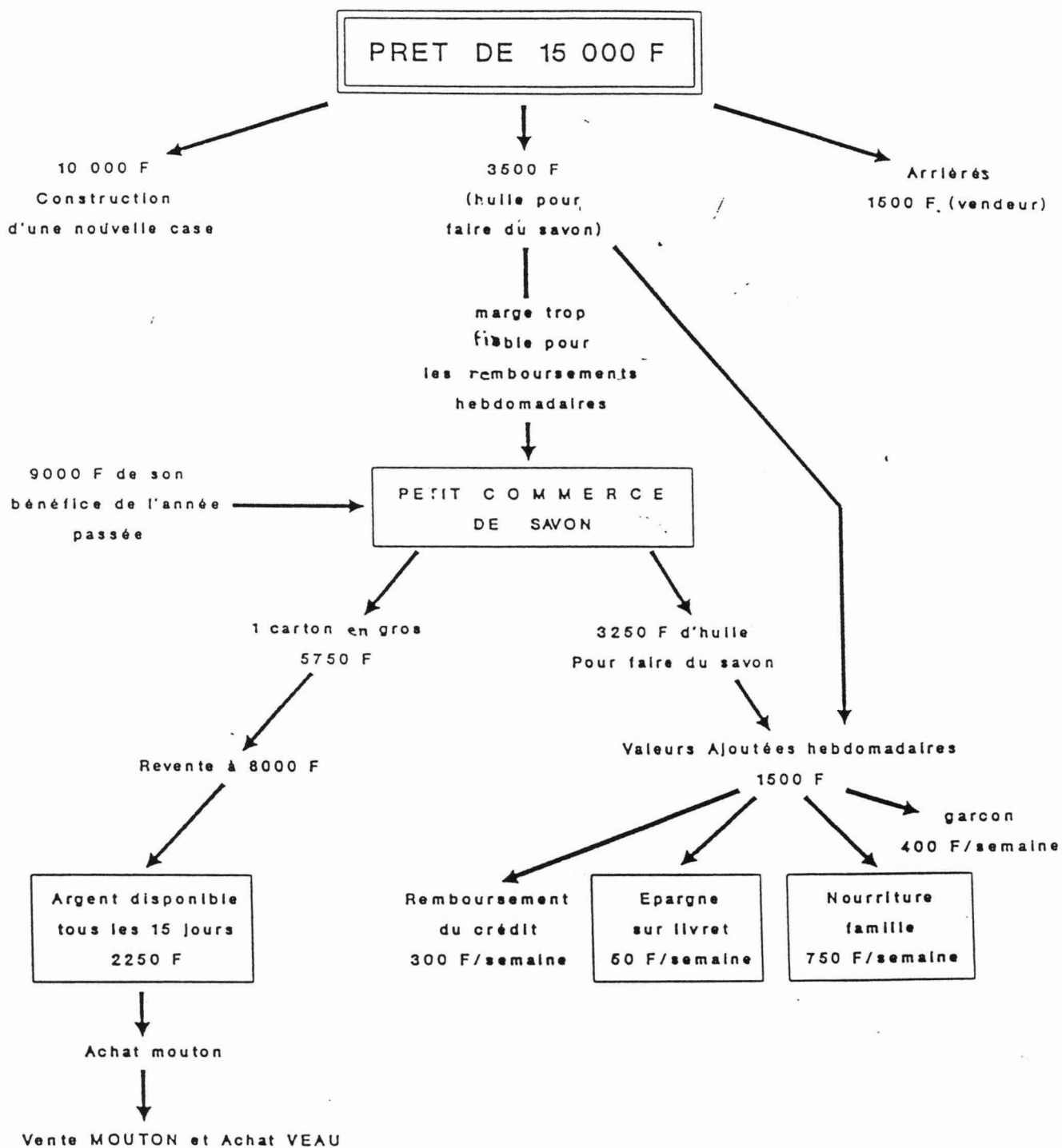
#### 14. Une activité féminine : l'extraction d'huile d'arachide

La rentabilité de cette activité est directement liée à la capacité de stockage de la productrice. Dans les conditions de janvier 1998, la marge brute sur un sac d'arachide décortiqué peut varier de 1 à 5, comme l'exemple des deux femmes suivantes, enquêtées à Gaya :

		Productrice ayant acheté un stock d'arachide à la récolte	Productrice achetant l'arachide au jour le jour
Prix d'achat /sac		4 500	7 000
Rendement en huile (l/sac)		12	12
Rendement en tourteau (kg/sac)		24	24
Prix vente huile (fcfa/l)		600	600
Prix de vente du tourteau (fcfa/kg)		50	50
Produit brut (fcfa/sac)		8 400	8 400
Charges (fcfa/sac)	décorticage	200	200
	bois	200	200
	broyage	400	400
Marge brute /sac (fcfa/sac)		3 100	600

OUMOU DIALLO  
 BANH  
 QUARTIER "PAYS-BAS"

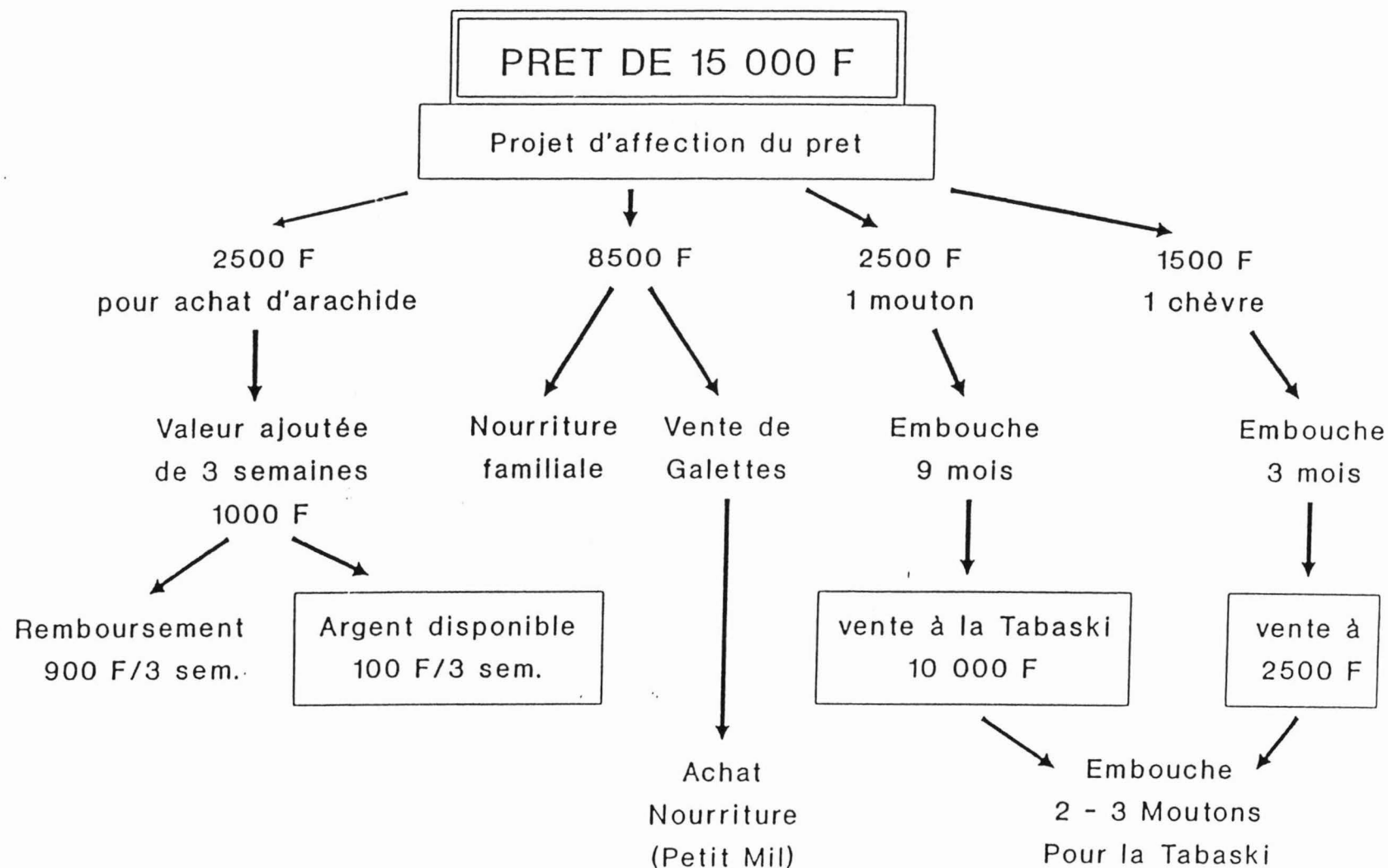
Montant du 2e crédit : 15 000 F  
 Activité déclarée : Huile pour le savon  
 Attribution : le 29/12/89



ZOUROME OUMOU  
BANH  
QUARTIER KORIRE

Crédit demandée : 15 000 F (en instance d'attribution)

Activité projetée : Vente d'arachide



**Tableau 11. Les Raisons les Plus Importantes pour Devenir Membre d'une CVECA.**

Raison <sup>1</sup>	% de l'échantillon total (n=83)	% des Hommes (n=47)	% des Femmes (n=36)
Pour s'assurer un prêt	92,8%	93,6%	91,7%
Intérêts gagnés sur l'épargne	67,5%	72,3%	61,1%
Lieu sûr pour épargner	66,3%	76,6%	52,8%
Confidentialité	59,0%	61,7%	55,6%
Proximité/Commodité	47,0%	53,2%	38,9%
Pour se discipliner	31,3%	38,3%	22,2%
Pour faire comme les autres	26,5%	25,5%	27,8%
Pression des autorités	13,3%	12,8%	13,9%

Source : Enquête d'OSU, 1997.

Note . <sup>1</sup>Les réponses ne s'excluent pas mutuellement

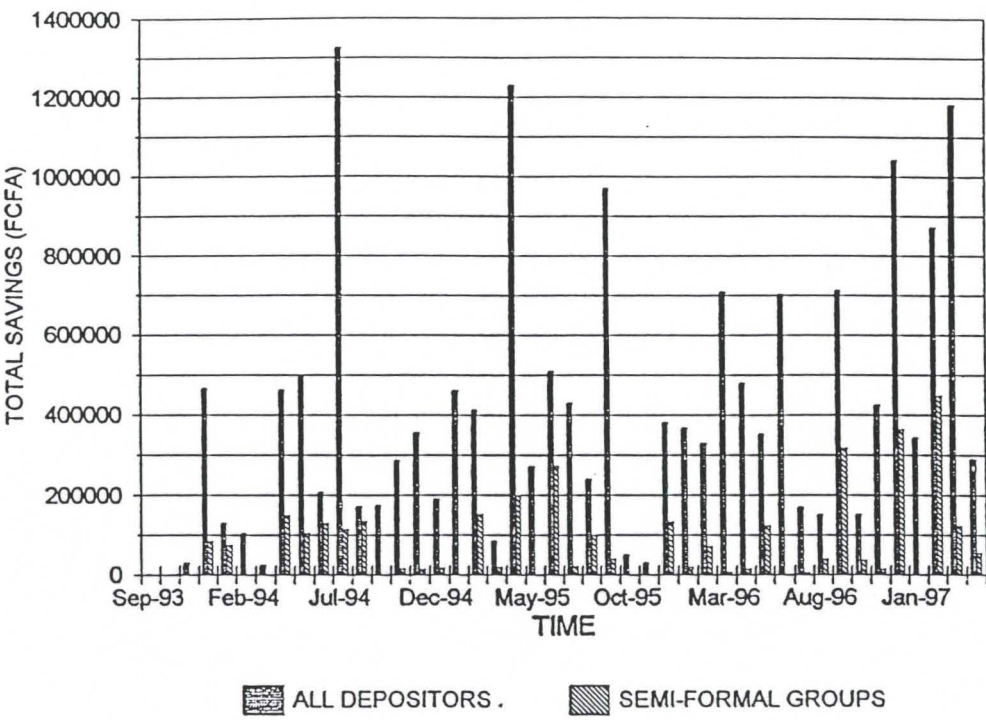
**Tableau 12. Avantages Perçus de l'Adhésion à une CVECA Exprimés par les Membres des CVECA.**

Avantages <sup>1</sup>	% de l'échantillon (n=83)	% des hommes (n=47)	% des femmes (n=36)
Prêts à long terme	60,2%	57,4%	63,9%
Prêts plus importants	56,6%	53,2%	61,1%
Choix de plusieurs types de comptes d'épargne	43,4%	48,9%	36,1%

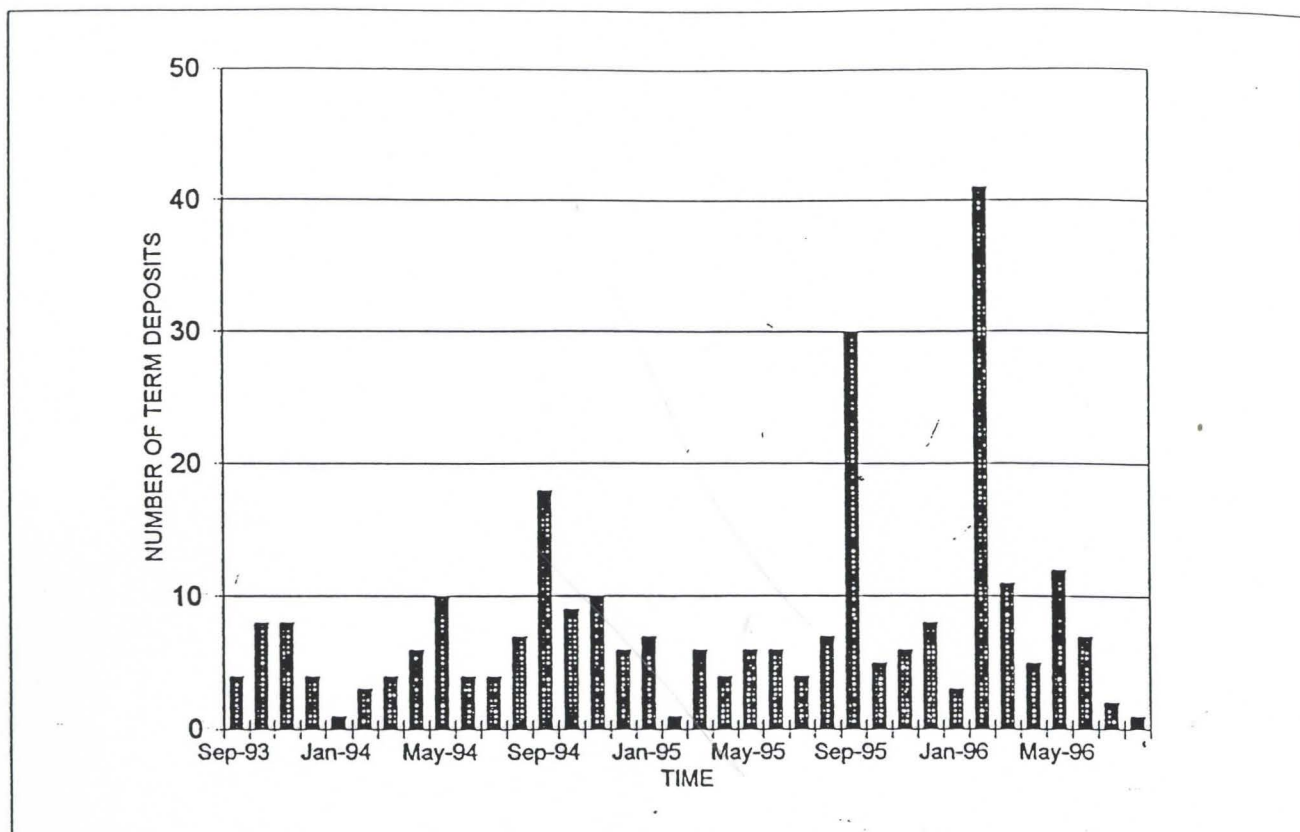
Source : Enquête d'OSU, 1997.

Note : <sup>1</sup>Les réponses ne s'excluent pas mutuellement.

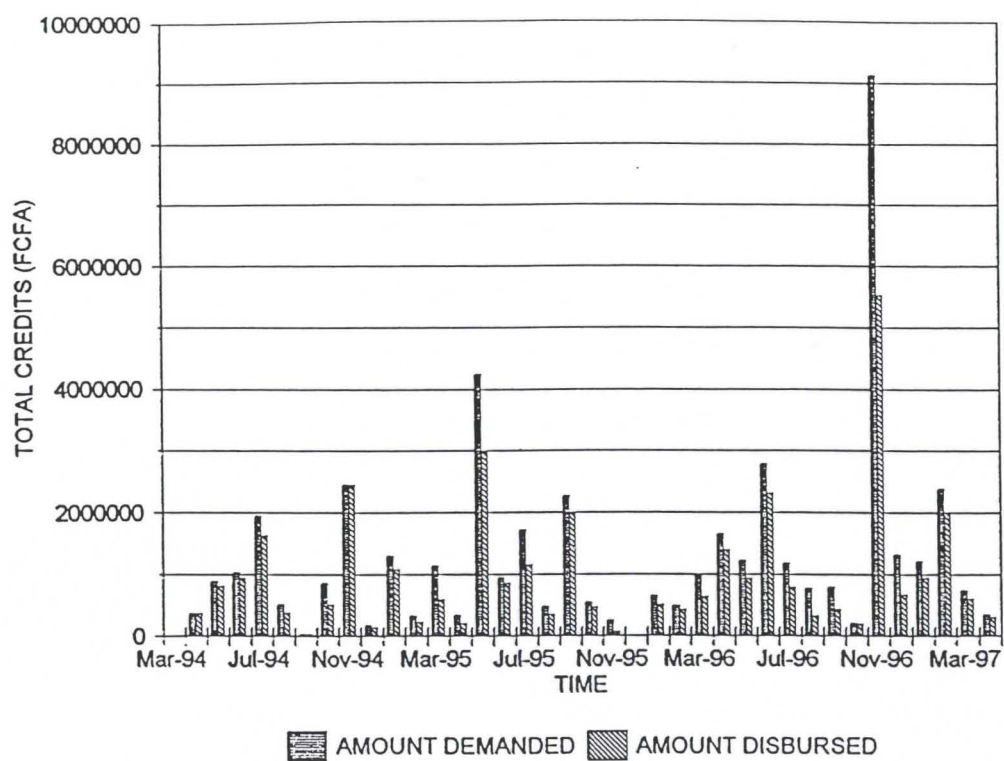
Graphique 6.b. Les Flux de l'Épargne - CVECA de Pomorodiodiou

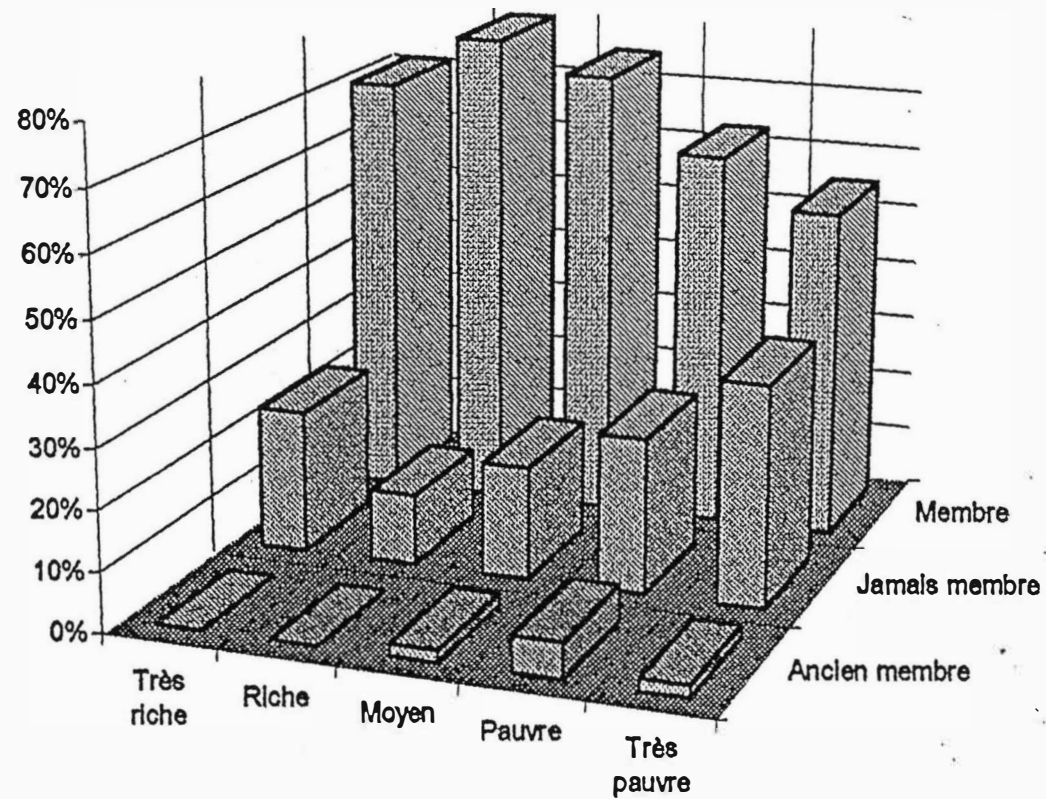


Graphique 6.c. Evolution du Nombre de Dépôts - CVECA de Pomorododiu



Graphique 6.d. Les Flux du Crédit - CVECA de Pomorodiodiou



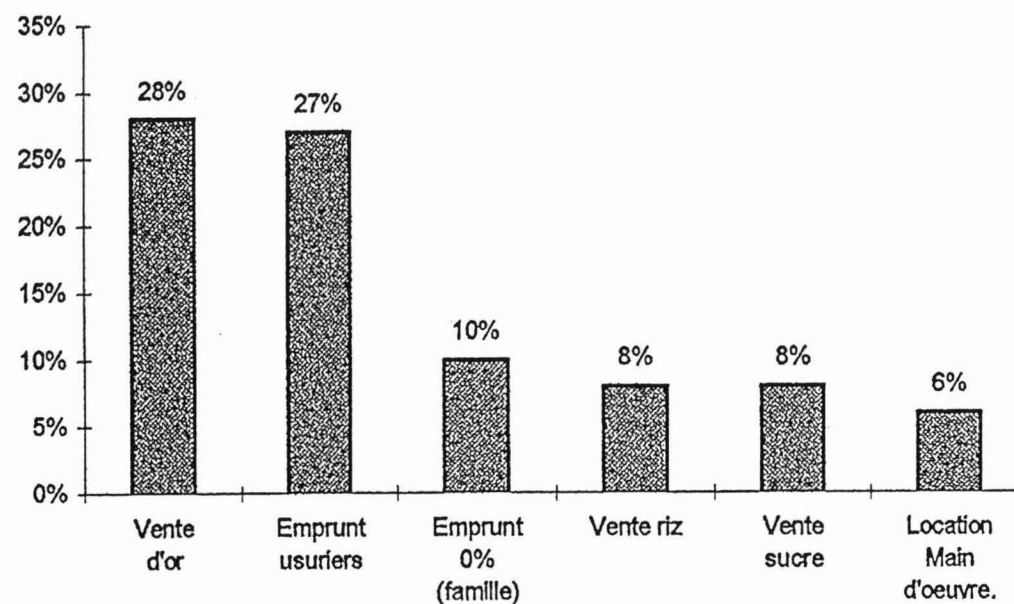


Graphique 7. Comparaison, par niveau de richesse, des proportions de membres et non membres des caisses de crédit

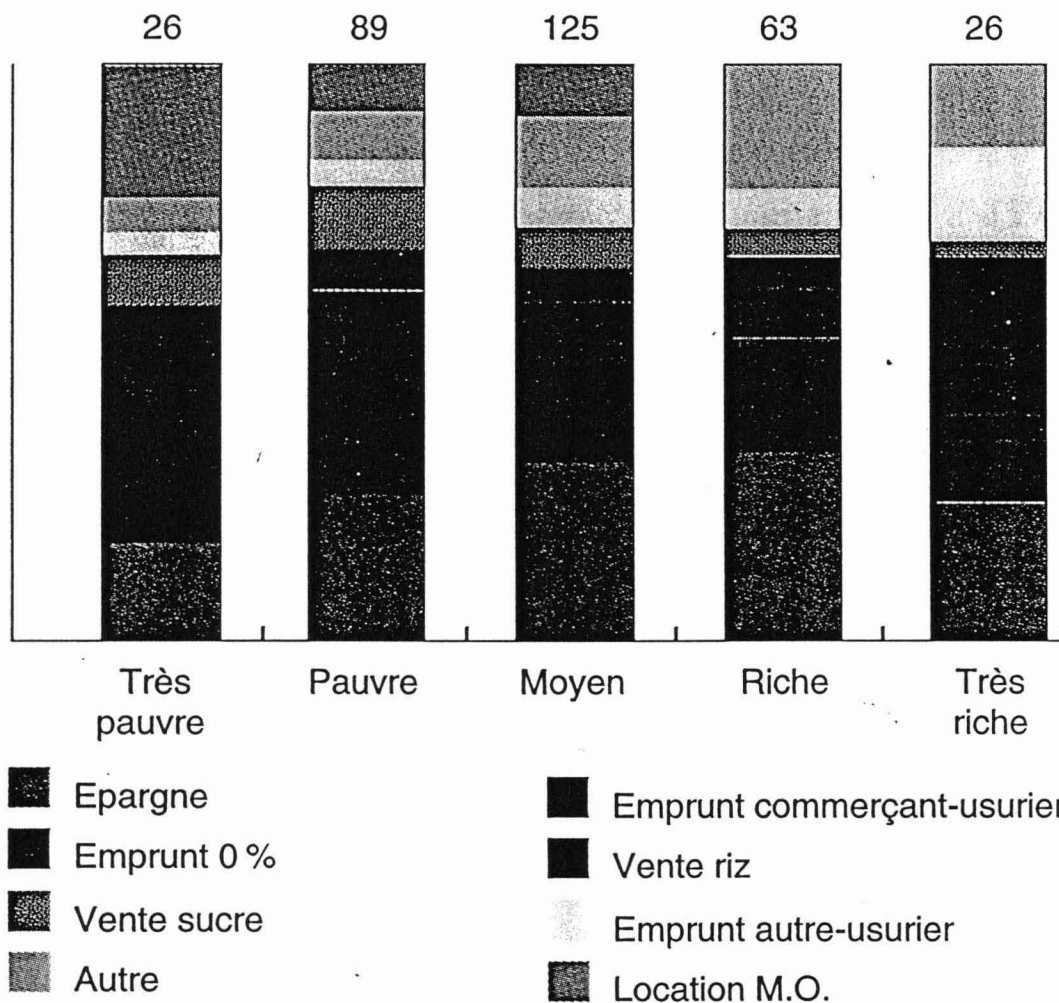


## 5. Sans le crédit, comment les activités auraient-elles été financées ?

Graphique 9. Ce que le crédit permet d'éviter



Graphique 10. Ce que le crédit permet d'éviter,  
par niveau de richesse et en effectif



# APRES DIX ANS D 'EXPERIENCE ...

## Après 10 ans, des limites :

- Difficulté du passage de la phase « projet » à la phase « d 'institution »
- Des problèmes de maîtrise des coûts de la structure (coûts de la formation et de la recherche d 'accompagnement)
- Des problèmes de maîtrise de la croissance
- Une absence de cadres réglementaire et juridique
- Une compétition sauvage
- Une demande non satisfaite, en particulier en ce qui concerne le financement de l 'agriculture

# VERS UNE PROFESSIONNALISATION DE LA MICROFINANCE

- Assurer la **durabilité financière** de l'institution : collecte de l'épargne, recherche de lignes de refinancement auprès du secteur bancaire, adoption de procédures comptables généralement acceptées, externalisation des services d'appui (formation, recherche, audit)
- Assurer la **durabilité institutionnelle** : mise en place d'un cadre réglementaire, et adoption d'un statut juridique
- Assurer la **durabilité organisationnelle** : formation continue des dirigeants, agents, et bénéficiaires, adoption de procédures de contrôle
- Assurer la **durabilité économique et sociale** : évaluation de l'impact, suivi de la rentabilité des activités financées, assurer l'assise sociale, identification de la demande non couverte

# ET LE FINANCEMENT DE L 'AGRICULTURE ?

- **Une demande importante :**
  - pour financer la campagne agricole
  - pour financer des investissements (équipement, plantation, etc.)
  - pour financer des activités associées
- **Les risques spécifiques au financement de l 'agriculture**
  - Faible rentabilité des activités agricoles
  - Risques covariants (risques climatiques et de marché)
  - Un besoin de crédits plus importants et de durées plus longues (crédits d 'équipement, pour des plantations pérennes, etc.)
- **Une offre limitée**
  - Sources : autofinancement, financement informel, banques agricoles, filières de productions agricoles intégrées, systèmes de microfinance
  - Politique mathusienne due aux risques importants
  - Pourtant, un besoin des systèmes financiers de diversifier leur portefeuille de prêts

- Quelles sont les conditions minimales permettant aux institutions de microfinance d'apporter une réponse durable aux besoins du financement de l'agriculture ?
- ... des programmes de recherche en cours en Afrique de l'Ouest et en Asie

**ANNEXE 4. La déclaration d'intention pour l'ATP intitulée "La traction animale, pratique déterminante pour les stratégies des paysans d'Afrique de l'Ouest et Centrale : quelles recherches et quelles coordinations des acteurs face au désengagement des Etats ?"**

CIRAD Direction Scientifique	ATP 2000	
Date d'élaboration : 07/05/99	(1 <sup>ère</sup> phase)	Champs disciplinaires : MIPA, AGER, MES

### DECLARATION D'INTENTION

**ORIGINE :** Nom, prénom du ou des proposants : VALL Eric, HAVARD Michel, WAMPFLER Betty

- Disciplines : zootechnie, agronomie, micro-économie
- Départements : EMVT, TERA
- Fonction : chercheurs
- Programmes/Localisation : Productions animales/Cameroun, Savanes et systèmes irrigués/Cameroun, Agricultures familiales/Montpellier

### THEME :

• Titre synthétique : *La traction animale, pratique déterminante pour les stratégies des paysans d'Afrique de l'Ouest et Centrale : quelles recherches et quelles coordinations des acteurs face au désengagement des Etats ?*

• Résumé (5 lignes) : La progression continue de la traction animale en Afrique de l'Ouest et Centrale montre que cette technologie, introduite par des sociétés de développement, est devenue une pratique déterminante des stratégies des paysans. Cette évolution, dans un contexte de désengagement des Etats, pose de nouvelles questions à la recherche. L'ATP se propose de renouveler les méthodes et approches. La méthodologie retenue doit permettre d'intervenir à plusieurs échelles et utiliser une approche participative, afin de proposer des produits adaptés aux besoins des différents acteurs (paysans, organisations paysannes, artisans, vétérinaires, etc.).

### PARTENAIRES :

#### • CIRAD

Nom, prénom	Programme, localisation	1	2
BOSC Pierre-Marie	TERA/Agricultures familiales/Montpellier	F	A
DUGUE Patrick	TERA/Savanes et systèmes irrigués/Côte d'Ivoire	F	A
DUTEURTRE Guillaume	EMVT/Productions animales/Tchad	F	A
GUERIN Hubert	EMVT/Productions animales/Montpellier	F	A
HAVARD Michel	TERA/Savanes et systèmes irrigués/Cameroun	F	P
KLEENE Paul	TERA/Savanes et systèmes irrigués /Burkina-Faso	F	A
NGUYEN Geneviève	TERA/Agricultures familiales/Montpellier	F	P
PIROT Roland	CA/Gestion des écosystèmes cultivés/Montpellier	F	P
VALL Eric	EMVT/Productions animales/Cameroun	F	P
WAMPFLER Betty	TERA/Agricultures familiales/Montpellier	F	P

<sup>1</sup> Etat d'avancement des contacts pris. Préciser : envisagés (E), déjà sollicités (S), accord ferme (F)

<sup>2</sup> Nature du partenariat :

- intervenant dans la réalisation courante des activités : participation (P)
- appui méthodologique dans le cadre de réunions, missions, etc... : appui (A)



## • EXTERIEURS

Nom, prénom	organisme, localisation	1	2
SEIGNOBOS Christian	IRD/Bondy (France)	F	P
DESTAIN Marie-France	Faculté universitaire de Gembloux (Belgique)	F	A
BARBIER Jean-Marc	CNEARC/Montpellier (France)	E	A
MAZOT Jean Luc	CNEARC/Montpellier (France)	E	A
NJOYA Aboubakar	IRAD/PRASAC/Garoua (Cameroun)	F	P
KENIKOU Christine	IRAD/PRASAC/Garoua (Cameroun)	F	P
ABAKAR Oumarou	IRAD/PRASAC/Garoua (Cameroun)	F	P
OLINA Jean-Paul	IRAD/PRASAC/Garoua (Cameroun)	F	P
KOMBOU Lucien	FSGE/Ngaoundéré (Cameroun)	E	A
TCHOUMBE Joseph	Université de Dschang (Cameroun)	E	A
BERINUY	Université de Dschang (Cameroun)	E	A
FALL Alioune	ISRA/Bambey (Sénégal)	F	P
FAYE Adama	ISRA/Dakar (Sénégal)	F	A
DIOUF Mame Nahé	ISRA/Dakar (Sénégal)	E	P
SAVADOGO Kimsey	FASEG/Ouagadougou (Burkina-Faso)	E	A
SIBIRI ZOUNDI Jean	INERA/Ouagadougou (Burkina-Faso)	E	A

**AVIS CONCERTÉ DU CHEF DE PROGRAMME ET DU DIRECTEUR ADJOINT A L'ANIMATION SCIENTIFIQUE DU DEPARTEMENT PROPOSANT :**

**AVIS DU OU DES DELEGUES SCIENTIFIQUES PAR CHAMP DISCIPLINAIRE :**

## *La traction animale, pratique déterminante pour les stratégies des paysans d'Afrique de l'Ouest et Centrale : quelles recherches et quelles coordinations des acteurs face au désengagement des Etats ?*

### **Contexte général du sujet**

#### **Evolution des enjeux de recherche et de développement**

A l'aube du XXIème siècle, la progression continue de la traction animale en Afrique de l'Ouest et Centrale, montre que cette technologie répond aux besoins de la majorité des exploitations agricoles familiales de polyculture-élevage, dont les superficies cultivées sont généralement comprises entre 2 et 12 ha. Cette progression s'est d'abord réalisée conjointement à l'extension administrée des filières arachidière et cotonnière moyennant un appui important de l'Etat (Bigot et Raymond, 1991). Ces dernières années son expansion se poursuit, avec plus ou moins de difficultés, compte tenu du désengagement des Etats des fonctions de développement du secteur rural (Lhoste, 1995 ; Havard et *al.*, 1998). Aussi, force est de constater que dans de nombreuses régions, l'utilisation de l'énergie animale reste le plus souvent limitée au labour à la charrue et le développement de la technique semble être "bloqué" à mi-chemin (**Figure 1**).

L'évolution des contextes institutionnels et économiques se traduit par une multiplication des acteurs du développement et une responsabilité accrue des paysans et de leurs organisations. Mais la viabilité, en dehors du domaine public, des services d'appui à l'agriculture (système de financement, suivi vétérinaire, vulgarisation et conseil de gestion) reste une question en suspens. Pour les paysans, l'acquisition et une meilleure valorisation de la traction animale demeurent des préoccupations majeures. Un attelage produit de l'énergie pour la culture attelée et le transport, des recettes (prestations de services) et du fumier (Vall, 1996 ; Fall et *al.*, 1997 ; Pearson et Vall, 1998). C'est aussi une pratique déterminante pour augmenter la productivité du travail, accroître les superficies cultivées par exploitation et améliorer l'intégration de l'élevage et de l'agriculture (SEDAGRI, 1971 ; MAT n° 91, 1985 ; Pingali et *al.*, 1987 ; Binswanger et Donovan, 1988 ; Le Thiec, 1996 ; Havard, 1997 ; CTA, 1998 ; Kleene, 1997).

Aujourd'hui, les enjeux de la recherche et du développement en matière de traction animale ont évolué. Auparavant, l'objectif des structures de développement était d'introduire la technique dans les systèmes de production. Elles fournissaient aux paysans les services et les moyens nécessaires (crédit, vulgarisation et formation). La recherche, en réponse à leur demande, visait la mise au point d'équipements et de normes techniques. Désormais, la demande de recherche doit passer par de nombreux acteurs (**Figure 2**) qui manquent d'informations et de références pour la construire. De fait, elle est diffuse, difficile à évaluer et à faire émerger (Bosc et *al.*, 1999). Pour l'appréhender, les approches biotechniques et systémiques doivent être complétées par les sciences socio-économiques et les recherches doivent être conduites à différentes échelles : exploitation agricole, environnement amont et aval.

## Face au désengagement des Etats, de nouvelles questions...

Les nouveaux enjeux de la recherche et du développement peuvent être abordés au travers de trois questions principales.

### - 1. *Quelles sont aujourd'hui, les stratégies et les pratiques paysannes de traction animale ?*

Il s'agit d'identifier la demande et les besoins des paysans en traction animale : pourquoi les paysans désirent-ils acquérir un attelage ? comment font-ils pour l'acquérir ? comment mettent-ils en oeuvre cette technique et comment l'intègrent-ils dans leurs stratégies individuelles et collectives ?

### - 2. *Comment satisfaire durablement la demande et les besoins des paysans en traction animale, ainsi que ceux des acteurs de l'environnement de la technique dans un contexte libéralisé ?* Cette question générale peut être déclinée en plusieurs points.

Premièrement, les paysans ont de plus en plus de difficultés pour acquérir un attelage, en raison de la disparition des systèmes de financement classiques. D'où les interrogations suivantes : la rentabilité de l'activité agricole est-elle suffisante pour permettre l'investissement dans un attelage ? les prix des animaux et des équipements sont-ils trop élevés pour la majorité des exploitations ? peut-on trouver facilement les matériels et les animaux recherchés ? est-ce que les systèmes de financement existants octroient des crédits d'investissement pour la traction animale, et à quelles conditions ? existe-t-il des stratégies collectives d'acquisition et/ou d'utilisation d'un attelage ?

Deuxièmement, les paysans valorisent peu les potentialités de leurs attelages, ce qui conduit à s'interroger sur leurs choix, leurs besoins et leurs contraintes : les paysans maîtrisent-ils correctement la technique ? les dispositifs et les services de vulgarisation sont-ils appropriés ? les matériels et les techniques vulgarisées sont-ils adaptés à la pratique d'une agriculture durable et aux capacités financières des paysans ? la rentabilité des activités agricoles est-elle suffisante pour justifier l'achat d'équipements supplémentaires ?

Troisièmement, les services privés d'appui à la mécanisation de l'agriculture rencontrent plus ou moins de difficultés à se développer selon les activités. D'où les interrogations suivantes : quelles sont les conditions d'émergence de services d'appui privés ? quels sont les secteurs porteurs pour ces services ? quelles fonctions demeurent dévolues à l'Etat ?

### 3. *Comment adapter les méthodes et les dispositifs de recherche pour répondre à la demande des utilisateurs en associant les acteurs (individuels et collectifs) de l'environnement de la traction animale ?*

Il nous paraît important d'aider les agriculteurs et les nouveaux acteurs de l'environnement de la traction animale à s'organiser, car ils manquent d'une plate-forme d'échanges et de concertations pour améliorer l'adéquation entre la demande des utilisateurs et l'offre de services d'appui. Au préalable, il faut convaincre les décideurs de l'intérêt de soutenir des programmes de recherche sur la traction animale prenant en compte les nouveaux enjeux de développement de cette pratique.

## Objectifs de l'ATP

Dans le domaine de la traction animale :

- Faire un état des lieux sur les évolutions des services d'appui à l'agriculture et des stratégies paysannes dans un contexte de libéralisation.
- Mettre en place des dispositifs expérimentaux de recherche en phase avec les dynamiques institutionnelles et de développement régional pour :
  - i) caractériser et répondre à la demande paysanne ;
  - ii) analyser et améliorer l'offre des services d'appui à la mécanisation de l'agriculture.
- Mettre au point une méthode de concertation et d'action entre les nouveaux acteurs du développement rural et les organisations de recherche.
- Participer aux échanges d'information sur les innovations techniques et socio-économiques.

## Une approche méthodologique à renouveler

### Etat de la science

Le CIRAD, a une longue expérience de la recherche sur la mécanisation de l'agriculture. Selon les orientations thématiques des départements, elle a été abordée sous l'angle de l'outil (CEEMAT), de l'animal (IEMVT) et de l'intégration de la technique au système de production (IRAT, DSA puis SAR). Cette histoire est illustrée par deux ouvrages de référence : le nouveau manuel de traction animale (Le Thiec, 1996) ; et une synthèse bibliographique en 3 tomes (Marti et Second, 1988 ; Lhoste et *al.*, 1990 ; Wher, 1990 ). Actuellement, le CIRAD conduit spécifiquement des travaux de recherche sur la mise au point d'innovations techniques en traction animale dans le cadre du *Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique Centrale* (PRASAC). Ces travaux avaient été initiés durant le *Projet Garoua II* (Vall, 1996).

Pour l'ATP, nous proposons d'élargir le champ d'investigation à la demande paysanne et à l'offre de services à la mécanisation. La demande paysanne de traction animale sera abordée par une approche systémique, fondée sur une analyse approfondie des pratiques paysannes (modalités/efficacité/efficience) et des stratégies de court et de long terme des paysans (Lhoste, 1987 ; CRD 32-2, 1992 ; Lhoste, 1994 ; Dounias, 1998). Pour aborder la question de l'offre des services d'appui à la mécanisation, il est prévu d'élargir le champ de l'investigation aux domaines de la socio-économie tel que la micro-finance (systèmes de financement décentralisés ; Nguyen et *al.*, 1998 ; Wampfler, 1998) et les études filières (animaux et agro-équipements ; Le Thiec et Havard, 1996 ; Doumeizel et Primo, 1997). Il existe au sein du CIRAD une ATP en cours sur le financement de l'agriculture (ATP 41/97) dont les outils et les méthodes pourront être valorisés pour étudier le problème du financement de la traction animale. Cette approche globale nous paraît à la fois plus appliquée et complémentaire des orientations scientifiques d'autres équipes européennes qui s'investissent sur ce thème, comme celle du CTVM d'Edimbourg (axée sur la dépense énergétique, les adaptations physiologiques et l'alimentation de l'animal de trait), ou encore l'Université d'Hohenheim (orientée sur l'équipement). De plus, nous pensons qu'il faut contribuer à remédier à l'isolement des équipes d'Afrique de l'Ouest et Centrale qui effectuent des recherches sur la traction animale. Dans cette région, et ce jusqu'à la fin des années 1980, les équipes pouvaient échanger leurs expériences au travers du *Réseau Ouest africain de traction animale* (ROATA ; Starkey et Ndiamé, 1988 ; Starkey et Faye, 1990 ;

Faye, 1993 ; Lawrence et *al.*, 1993). La cessation de l'activité de ce réseau, depuis 1990, a contribué à l'isolement des équipes des différents pays alors qu'un réseau similaire demeure très actif en Afrique de l'Est et Australe (ATNESA).

## **Méthodologie de l'ATP**

La méthodologie retenue doit permettre d'intervenir à plusieurs échelles et d'utiliser une approche participative. Elle s'appuie sur une analyse comparative de situations contrastées, afin de proposer des produits adaptés aux besoins des différents acteurs (paysans, organisations paysannes, artisans, vétérinaires, etc.).

### ***Les échelles d'intervention***

Deux échelles nous semblent appropriées (**Figure 3**) :

- le terroir villageois et l'exploitation agricole ; où l'on travaillera avec des groupes d'exploitants utilisant la traction animale ou désirant l'acquérir ;
- l'environnement agro-écologique, organisationnel et économique ; où les travaux seront menés avec des acteurs du secteur des agro-équipements, des systèmes de financement et du commerce des animaux de trait.

### ***L'approche participative***

L'ensemble de la méthode est fondé sur une approche participative. Elle se décomposera en deux phases.

La première concerne l'analyse du contexte et l'identification des besoins de recherche, avec :

- une analyse de la demande par l'étude des pratiques et des stratégies paysannes de traction animale ;
- une analyse de l'offre des acteurs de l'environnement de la traction animale (systèmes de financement, marchés des agro-équipements et du bétail).

Durant la seconde phase, les besoins de recherche identifiés préalablement seront traités au moyen d'une recherche adaptative. Ce type de recherche vise l'élaboration de modalités de diffusion de l'innovation aux utilisateurs et l'adaptation de techniques préexistantes à la demande locale.

### ***Une analyse comparative de trois terrains***

L'ATP organisera son travail à partir d'une analyse comparative de trois terrains, permettant d'approcher des dynamiques de libéralisation contrastées. Les terrains retenus sont le Cameroun, le Burkina-Faso et le Sénégal (**Figure 1**). Le Cameroun sera le terrain d'étude principal.

Au **Nord-Cameroun**, l'encadrement technique, les soins vétérinaires et la distribution des équipements agricoles sont encore intégralement assurés par la société cotonnière. Mais beaucoup d'incertitudes pèsent sur l'avenir de ce système avec la privatisation imminente de la Sodécoton (Vall, 1996 ; Dounias, 1998).



Le bassin arachidier du **Sénégal** se caractérise par un désengagement de l'Etat ancien. Les taux d'équipements agricoles sont très élevés. La traction animale est basée sur l'utilisation des équidés et les techniques n'ont pas évolué depuis 20 ans (Lhoste, 1987 ; Havard et Faye, 1988).

Au **Burkina-Faso**, les paysans utilisent surtout la traction bovine pour la culture attelée et la traction asine pour le transport. L'Etat reste très présent dans la distribution et le financement de la traction animale. Le secteur artisanal de l'agro-équipement est très dynamique et mérite d'être étudié (Dugué, 1989 ; Bordet et *al.*, 1998 ; Nguyen et *al.*, 1998).

## **Des produits adaptés aux besoins des différents acteurs**

Ces recherches doivent aboutir à la mise au point d'innovations biotechniques, socio-économiques et organisationnelles :

- biotechniques : sur l'élevage des animaux de trait, l'outillage et les itinéraires techniques et la gestion de la carrière des animaux.
- socio-économiques et organisationnelles : systèmes de financement de l'agriculture, dispositifs du secteur de l'agro-équipement, et dispositifs de conseils pour les paysans et les acteurs ;

Le renouvellement des approches méthodologiques et des modes d'intervention de la recherche et du développement doit permettre de :

- construire des opérations de recherche-développement en traction animale en phase avec les dynamiques institutionnelles et de développement régional ;
- établir une concertation entre les acteurs du développement rural et les organisations de recherche.

Pour ce faire, ces approches doivent prendre en compte (**Figures 2 et 3**): i) l'analyse du fonctionnement et de la diversité des exploitations ; ii) les caractéristiques et les dynamiques de l'environnement amont et aval de la traction animale ; iii) l'évolution de l'environnement économique et institutionnel.

## **Nature et rôle des participants**

Pour le CIRAD, l'ATP implique les missions MIPA, MES et AGER et les *programmes Productions animales* (EMVT), *Savanes et systèmes irrigués* (TERA), *Agricultures familiales* (TERA) et *Gestion des écosystèmes cultivés* (CA).

Au Cameroun, nous travaillerons en collaboration avec l'IRAD, l'IRD, les Universités de Dschang et de Ngaoundéré et nous nous appuierons sur le dispositif du PRASAC (zone de savane du Nord-Cameroun).

Au Sénégal, notre partenaire sera l'ISRA. Nous travaillerons sur quelques terroirs villageois du bassin arachidier sur l'amélioration, la diversification et la gestion de la traction animale au sein des exploitations (étude des stratégies et des pratiques paysannes).

Au Burkina-Faso, le CIRAD mène des recherches sur les systèmes de financement en collaboration avec la Faculté de sciences économiques et de gestion. Les travaux porteront sur les systèmes de financement et sur le secteur des agro-équipements.

Les universités et les écoles apporteront un appui scientifique au projet et à l'encadrement des stagiaires (Universités de Dschang et de Ngaoundéré, Division enseignement de l'EMVT, CNEARC, Faculté universitaire de Gembloux, Faculté des sciences économiques et de gestion de Ouagadougou).

## Calendrier prévisionnel

### Année 1

- Atelier de mise au point des protocoles (Cameroun) ;
- Analyse de la demande à l'échelle des exploitations agricoles : i) typologies des exploitations agricoles ; ii) étude de l'efficacité et de l'efficience des pratiques paysannes ; iii) analyse des stratégies individuelles et collectives (Cameroun, Sénégal) ;
- Analyse de la demande émanant des acteurs des secteurs de l'agro-équipement et du commerce des animaux de trait (Cameroun, Sénégal) ;
- Diagnostic de l'offre par les secteurs de l'agro-équipement, du commerce des animaux de trait et par les systèmes de financement (Cameroun, Burkina-Faso) ;
- Synthèse et restitution par terrain.

### Année 2

- Atelier de restitution et de réorientation des protocoles (Burkina-Faso ou Sénégal) ;
- Poursuite de l'analyse de la demande et de l'offre (Cameroun, Sénégal) ;
- Recherches adaptatives biotechniques (Cameroun, Sénégal, Burkina-Faso) ;
- Recherches adaptatives socio-économiques et organisationnelles (Cameroun, Burkina-Faso) ;
- Synthèse et restitution par terrain.

### Année 3

- Missions et études complémentaires ;
- Finalisation des opérations de terrain ;
- Synthèse globale ;
- Rédaction du document final ;
- Séminaire de présentation final des résultats à Montpellier.

## Bibliographie

- Bigot Y. et Raymond G., 1991.** Traction animale et motorisation en zone cotonnière d'Afrique de l'Ouest. *Collection "Documents Systèmes Agraires", 14, CIRAD-DSA, Montpellier (France), 87 p.*
- Binswanger H. P. et Donovan G., 1988.** La mécanisation agricole : problèmes et options. *Banque Mondiale, Washington D. C. (Etats Unis d'Amérique), 96 p.*
- Bordet D., Bonou A., Coulibaly K., Donessoune R., Havard M. et Ouédraogo S., 1998.** Burkina-Faso : Stratégie de mécanisation agricole. *TCP/BKF/6611. Document I. Rapport résumé et matrice des options, 34 p. Document II. Rapport principal, 95 p. Document III. Cartes et Tableaux. Document IV. Annexes. Rome, FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation), Italie.*
- Bordet D., Lhoste P., Le Moigne M. et Le Thiec G., 1986.** La traction animale en Afrique francophone. Etat de l'art. Rapport final. *CIRAD-CEEMAT, Antony (France), 157 p.*
- Bosc P. M., D'Aquino P., Dugué P., Faure G. et Ngamine J., 1999.** Construire une recherche système adaptée à la diversité des nouveaux acteurs en Afrique sub-saharienne. *Communication à l'Atelier Régional « Paysans et*

- chercheurs dans un environnement en mutation : la recherche agronomique en Afrique de l'Ouest», 22-26 février 1999, Cotonou (Bénin), 12 p.
- CRD n° 21, 1989. Mécanisation n° 1 : la culture attelée. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, 21, 88 p.
- CRD n° 32-2, 1992. Dossier : systèmes d'élevage. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, 21, 98 p.
- CTA, 1998. Mécanisation des travaux agricoles en Afrique subsaharienne. Proposition d'intégration de la mécanisation dans les stratégies durables du développement rural. *Rapport d'étude*. CTA, Wageningen (Pays-Bas), 76 p.
- Doumeizel E. et Primo J., 1997. Dossier documentaire. L'approvisionnement des exploitations en équipement à traction animale en Afrique de l'Ouest. *Document de Travail CNEARC, Montpellier (France)*, 157 p.
- Dounias I., 1998. Modèle d'action et organisation du travail pour la culture cotonnière ; cas des exploitations agricoles du bassin de la Bénoué du Nord-Cameroun. *Thèse de Doctorat en Sciences Agronomiques, INA Paris Grignon (France)*, 208 p + annexes.
- Dugué P., 1989. La culture attelée en zone sahélo-soudanienne : solution viable pour le développement agricole ou utopie d'agronome ? Le cas du Yatenga au Burkina Faso. *Les Cahiers de la Recherche Développement*, 21 : 45-59.
- Fall A., Pearson R. A., Lawrence P. R. and Fernandez-Rivera S., 1997. Feeding and working strategies for oxen used for draft purposes in semi-arid West Africa. *ILRI, Nairobi (Kenya)*, 76 p.
- Faure G., Kleene P., Ouedraogo S. and Raymond G., 1996. Management advice for farms in the cotton producing region of West Burkina Faso. *CIRAD-CA Service Information et Communication, Montpellier (France)*, 81 p.
- Faye A., 1993. Présentation et programme d'activités du Réseau ouest africain de traction animale. In : Lawrence P. R., Lawrence K., Dijkman J. T. and Starkey P., (Eds.), "Research for development of animal traction in West Africa", *The Proceedings of the Fourth Workshop of the West Africa Animal Traction Network, Kano (Nigeria), July 9-13 1990, ILCA, Addis Ababa (Ethiopia)*, : 6-9.
- Havard M., 1997. Bilan de la traction animale en Afrique francophone subsaharienne. Perspectives et développement de recherches. *Diplôme d'Etudes Approfondies en Sciences Agronomiques et Ingénierie Biologique de la Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux (Belgique)*, 72 p.
- Havard M. et Faye A., 1988. Eléments d'analyse de la situation actuelle de la culture attelée au Sénégal : perspectives d'études et de recherches. In : Starkey P., Ndiamé F. (Eds.), 1988. *Animal power in farming systems. The Proceedings of the Second West Africa Animal Traction Network, September 19-25 1986, Freetown (Sierra Leone), GATE/Vieweg, GTZ (Allemagne)* : 241-253.
- Havard M., Le Thiec G. et Vall E., 1998. Stock Number and use of animal traction in Sub-Saharan french-speaking Africa. *Agricultural Mechanization in Asia, Africa and Latin America, Vol. 29, N° 4 pp 9-14*.
- Kleene P., 1997. Socio-economic aspects of mechanisation of family farms in Sub-Saharan Africa : Past experiences, new challenges. *International CTA Workshop on Integration of Mechanisation Strategies for Sustainable Agricultural Development, 24-29 November 1997, Ouagadougou (Burkina Faso)*, 9 p.
- Lawrence P. R., Lawrence K., Dijkman J. T. and Starkey P., (Eds.), 1993. Research for development of animal traction in West Africa. *The Proceedings of the Fourth Workshop of the West Africa Animal Traction Network, Kano (Nigeria), July 9-13 1990, ILCA, Addis Ababa (Ethiopia)*, 306 p.
- Le Thiec G. (Ed.), 1996. Agriculture africaine et traction animale. *CIRAD, Collection Techniques, Montpellier (France)*, 362 p.
- Le Thiec G. et Havard M., 1996. Les enjeux du marché des matériels agricoles pour la traction animale en Afrique de l'Ouest. *Agriculture et Développement*, 11 : 39-52.
- Lhoste P., 1987. L'association agriculture-élevage. Evolution du système agropastoral au Sine-Saloum (Sénégal). *Etudes et Synthèse de l'IEMVT 21, Maisons-Alfort (France)*, 318 p.
- Lhoste P., 1994. L'évolution des méthodes de recherches et de recherche-développement sur les systèmes d'élevage en région chaude. *Communication au Symposium «Recherches-système en agriculture et développement rural», 21-25 novembre 1994, Montpellier (France)* : 173-177.
- Lhoste P., 1995. La traction animale en Afrique. Situation et perspectives. *Communication à la Réunion du Groupe de Travail FAO/CIHEAM sur la Traction Animale, 15-16 décembre 1995, Saragosse (Espagne)*, 14 p.
- Lhoste P., Thierry G. et Huguenin J., 1990. Traction animale et développement des régions chaudes : bibliographie annotée. Tome 3 : les animaux. *CIRAD-IEMVT et CTA, Montpellier (France)*, 247 p.
- MAT n° 91, 1985. Spécial traction animale. *Machinisme Agricole Tropical*, 91, 84 p.
- Marti A. et Second C., 1988. Traction animale et développement des régions chaudes : bibliographie annotée. Tome 1 : expériences et bilan. *CIRAD-IRAT et CTA, Montpellier (France)*, 254 p.
- Nguyen G., Wampfler B., Benoit-Cattin M. et Savadogo K., 1998. Rural Household Demand for Financial Services : Evidence from Burkina Faso. *Actes de l'Atelier International sur la Microfinance à Accra (Ghana), novembre 1998, IFPRI, Washington, D.C., 27 p (à paraître)*.



- Pearson R. A. et Vall E., 1998.** Performance and management of draught animals in agriculture in Sub-Saharan Africa : a review. *Tropical Animal Health and Production*, 30 : 309-324..
- Pingali P., Bigot Y. et Binswanger H. P., 1987.** La mécanisation agricole et l'évolution des systèmes agraires en Afrique subsaharienne. *Banque Mondiale, Washington D. C. (Etats Unis d'Amérique)*, 206 p.
- SEDAGRI, 1971.** Culture attelée en Afrique tropicale. Etude de cas. *SEDAGRI, Paris (France)*, 95 p.
- Starkey P. and Ndiamé F. (Eds.) , 1988.** Animal power in farming systems. *The Proceedings of the Second West Africa Animal Traction Networkshop, September 19-25 1986, Freetown (Sierra Leone), GATE/Vieweg, GTZ (Allemagne)*, 366 p.
- Starkey P. and Faye A., 1990.** Animal traction for agricultural development. *The Proceedings of the Third West Africa Animal Traction Networkshop, July 19-25 1998, Saly (Sénégal), CTA, Wageningen (Netherlands)*, 479 p.
- Vall E., 1996.** Capacités de travail, comportement à l'effort et réponses physiologiques du zébu, de l'âne et du cheval au Nord-Cameroun. *Thèse de Doctorat, ENSAM, Montpellier (France)*, 418 p.
- Wher M. O., 1990.** Traction animale et développement des régions chaudes : bibliographie annotée. Tome 2 : les outils, fabrication, conduite, entretien. *CIRAD-CEEMAT et CTA, Montpellier (France)*, 421 p.
- Wampfler B., 1998.** Les innovations en matière de microfinance ouvrent-elles des perspectives pour le financement de l'agriculture ? *Communication pour le 1er Symposium International AOCA/RSP-GRN, "Recherche-système et politiques agricoles", 21-25 septembre 1998, Bamako (Mali)*, p.

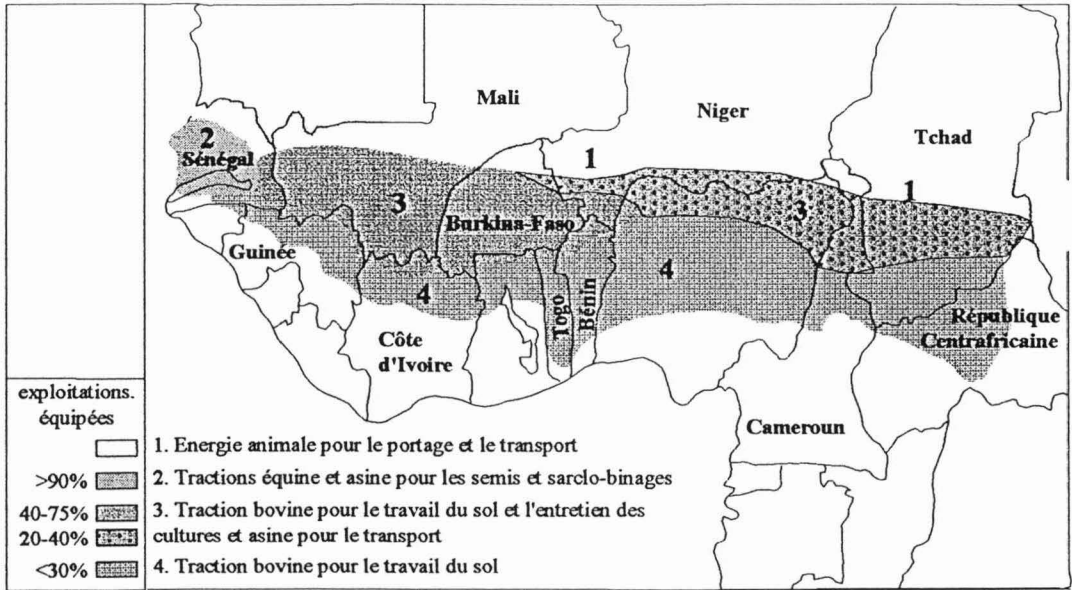
## Figures

**Figure 1.** Les grands types d'utilisation de l'énergie animale dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne

**Figure 2.** Les enjeux de la recherche en traction animale : les acteurs, les approches, les actions...

**Figure 3.** Les échelles d'intervention de la recherche en traction animale

Figure 1. Les grands types d'utilisation de l'énergie animale dans les pays francophones d'Afrique subsaharienne



Source : D'après Havard et *al.*, 1998

Figure 2. Les enjeux de la recherche en traction animale : les acteurs, les approches, les actions...

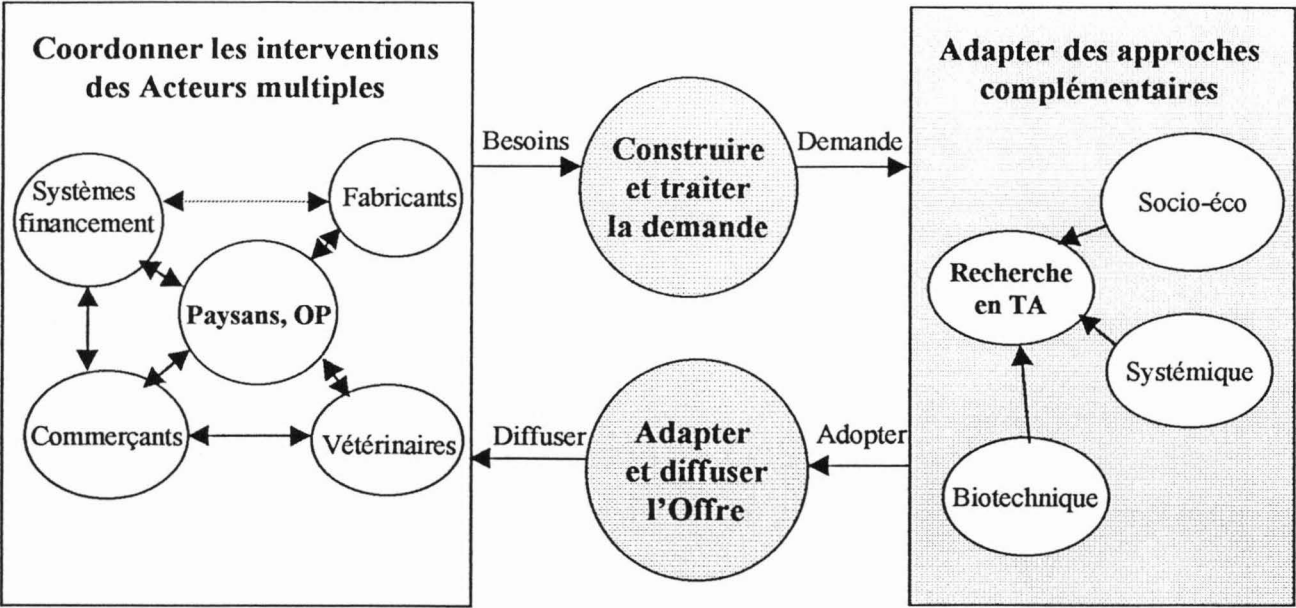
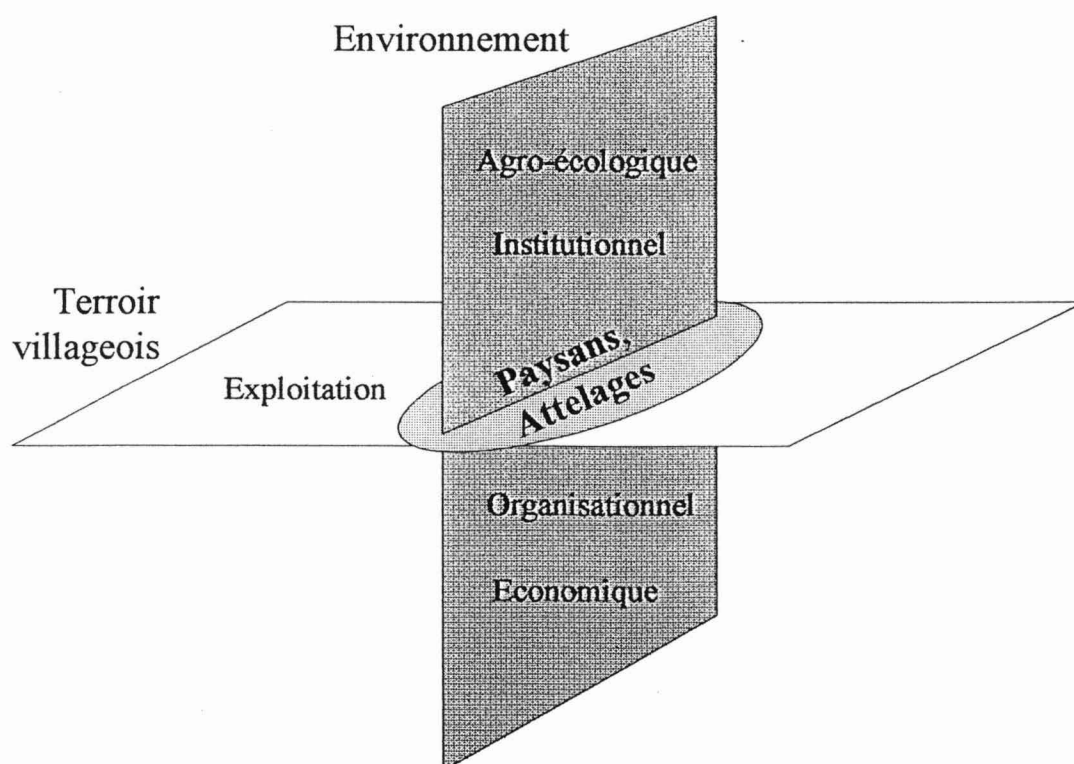


Figure 3. Les échelles d'intervention de la recherche en traction animale



## **RESUME**

La mission d'appui à l'équipe CIRAD basée à Gaoura avait pour objectifs :

(1) la mise en place d'un stage de DEA sur la problématique du financement de l'agriculture dans le Nord Cameroun. Ce stage devrait permettre de former une économiste camerounaise sur la question, d'élargir le champ d'investigation du PRASAC et de l'IRAD aux disciplines de la socio-économie, et de renforcer les liens de collaboration entre le CIRAD, les organismes de recherche nationaux et l'Université de Ngaoundéré.

(2) la révision du projet d'ATP sur la traction animale.

(3) le démarrage d'une animation scientifique au sein du PRASAC sur le thème du financement de l'agriculture.

## **MOTS CLES**

Financement de l'agriculture, traction animale, recherche